JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE DU CONGO

paraissant le 1er et le 15 de chaque mois à Brazzaville

		ABONN	EMENTS				
DESTINATIONS	1 AN		6 MO	6 MOIS		NUMERO	
See	Voie ordinaire	Voie avion	Vote ordinaire	Voie avion	Voie ordinaire	Voie avion	
Ctats de Pex-A. E. F. CAMEROUN PRANCE - A. F. N TOGO Lutres pays de la Communauté Ctats de l'ex-A. O. F.	4,875	5.065 5.065 6.795 9.675 6.795	2,440	2,535 2,535 3,400 4,840 3,400	205	215 215 285 405 285	
UROPE IMERIQUE et PROCHE-ORIENT SIE (autres pays) CONGO (Kinshassa) - ANGOLA INION SUD-AFRICAINE Lutres pays d'Afrique	4,945	8.400 9 745 12.625 6.100 7.250 8.795	2.745	4.200 4.875 6.315 3.050 3.625 4.400	210	350 410 520 255 305 370	

ANNONCES: 115 francs la ligne de 50 lettres, signes ou espaces, les lignes de titres ou d'un corps autre que le corps principal du texte comptant double.

PUBLICA/TONS relatives à la propriété foncière, forestière et minière : 130 francs la ligne de 56 lettres ou espaces.

ADMINISTRATION : BOITE POSTALE 2087 A BRAZZAVILLE

Règlement : espèces, par mandat-postal, par chèque visé pour provision et payable à BRAZZAVILLE, libellé à l'ordre du Journal officiel et adressé au Secrétariat Général du Gouvernement avec les documents correspondants

SOMMAIRE

Présidence de la République

ricidence de la republique	
Décret nº 68-53 du 1er mars 1968, portant prom à titre exceptionnel d'officier de l'armé tive (armée de terre)	e ac-
Décret nº 68-54 du 1er mars 1968, abrogeant le d nº 66-219 du 5 juillet 1966, portant not tion du lieutenant Kimbouala-N'Kaya aux fonctions de chef d'Etat-major ge	mina- (Luc) enéral
de l'Armée populaire nationale	137
Décret nº 68-55 du 1er mars 1968, portant notion d'un chef d'Etat-major général de mée populaire nationale	l'ar-
Décret nº 68-61 du 2 mars 1968, portant prom à titre exceptionnel dans l'Ordre du M Congolais	lérite
Décret nº 68-66 du 8 mars 1968, portant nomir à titre exceptionnel dans l'Ordre du M Congolais	lérite
Decret nº 68-70 du 11 mars 1968, relatif à l'in du ministre des finances, du budget e mines	et des
Décret nº 68-73 du 12 mars 1968, relatif à l'in du ministre de l'intérieur	térim

Ministère des finances et du budget

Décret nº 68-69 du 11 mars 1968, complétant l'an-

	fixant les indemnité des représentation ac- cordées aux titulaires des postes de direction et de commandement	138
Actes	en abrégé	139
	Ministère de l'Information	
Décret	nº 68-68 du 8 mars 1968, portant réorganisation de l'Agence Congolaise d'Information (A. C. I.)	141
• •	Ministère de la jeunesse et des sports	
	To be applied the state of the control of the contr	
Actes	en abrégé	141
	Ministère de l'éducation nationale	
Décret	nº 68-56 du 2 mars 1968, accordant l'autorisation d'ouvrir deux séminaires catéchétiques dans le diocèse de Fort-Rousset	143
Décret	nº 68-65 du 8 mars 1968, résiliant le marché de fourniture de mobilier scolaire et d'inter-	

toires et les dortoirs des C.E.G. du Congo construits sur crédits F.E.D.....

142

142

Ministère de la justice, garde des sceaux		Ministère des affaires étrangères	
Décret nº 68-67 du 8 mars 1968, portant intégration dans la magistrature congolaise Ministère du travail	144	Décret nº 68-62 du 4 mars 1968, portant nomination en qualité d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, haut-représentant de la République du Congo auprès de la Républi- que Française à Paris	150
Actes en abrègé	145	Décret nº 68-63 du 4 mars 1968, portant nomination d'un ambassadeur de la République du Congo en U.R.S.S. (Moscou)	150
Rectificatif n° 0614/MT-DGT-DGAPE-4-8 du 23 février 1968 à l'arrêté n° 4321/MT-DGT-DGAPE du 19 septembre 1967, portant nomination des fonctionnaires de l'enseignement au grade de professeur de C.E.G	146	Actes en abrégé	151
Ministère du commerce	12	1967, du conseil d'administration de l'hôpi-	
Décret nº 68-57 du 2 mars 1968, portant nomination des membres du conseil d'administration de la Société Nationale d'Energie (S.N.E.)	146	tal général de Brazzaville	157 s
Décret nº 68-58 du 2 mars 1968, portant nomination des membres du conseil d'administration de la Société Nationale de Distribution d'Eau (S.N.D.E.)	147	Actes en abrégé	158
Décret nº 68-59 du 2 mars 1968, portant nomination d'un commissaire du Gouvernement auprès du conseil d'administration de la Société Na- tionale d'Energie (S.N.E.)	147	désignation des membres du comité consul- tatif du Centre Forestier de Formation Pro- fessionnelle et Démonstration de Mossendjo. Rectificatif nº 0539/BB-28-04 du 15 février 1968 à	158
Décret nº 68-60 du 2 mars 1968, portant nomination d'un commissaire du Gouvernement auprès du conseil d'administration de la Société Nationale de Distribution d'Eau (S.N.D.E.).	148	l'arrêté n° 2157/BB-28-04 du 17 mai 1967, portant institution du Brevet d'Etudes Mo- yennes Techniques (B.E.M.T.) option agri- cole	158
Ministère des transports	2	Propriété minière, Forêts, Domaines	
Actes en abrégé	148	et Conservation de la Propriété foncière	
Ministère de l'office des postes et télécommunication Décret n° 68-64 du 4 mars 1968, modifiant et complé-	ons	Service des mines	160 160 161
tant certaines dispositions du décret nº 66-351 du 28 décembre 1966, portant création du		Avis et communications émanant des services publ	*
comité de coordination des télécommunica- tions du Congo	149	Situations des Banques	162 165

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE

DÉCRET Nº 68-53 du 1er mars 1968, portant promotion à titre exceptionnel d'officier de l'armée active (Armée de terre).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu la constitution du 8 décembre 1963 ;

Vu la loi nº 17-61 du 16 janvier 1961, sur l'organisation et le recrutement des forces armées de la République du Congo:

Vu le décret nº 61-41 du 16 février 1961, portant statut des cadres de l'armée et son modificatif nº 64-141 du 24 avril 1964 ;

Vu le décret no 64-136 du 24 avril 1964, sur l'avancement dans l'armée ;

Le conseil des ministres entendu,

DÉCRÈTE :

Art. 1er. — Le capitaine d'active Ebadep (Damas), est nommé à titre exceptionnel au grade de chef de bataillon d'active.

Art. 2. — Le présent décret prend effet du point de vue de l'ancienneté, pour compter de la date de prise de rang et du point de vue de la solde, pour compter de sa signature.

Art. 3. — Le ministre des finances et le secrétaire d'Etat à la défence nationale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au Journal officiel.

Brazzaville, le 1er mars 1968.

A. Massamba - Débat.

Par le Président de la République :

Le ministre des finances, du budget et des mines,

E. EEOUKA-BABACKAS.

Le secrétaire d'Etat à la défense nationale,

A. POIGNET.

DÉCRET Nº 68-54 du 1er mars 1968, abrogeant le décret nº 66-219 du 5 juillet 1966, portant nomination du lieutenant Kimbouala-N'Kaya (Luc), aux fonctions de chef d'Etatmajor général de l'armée populaire nationale.

000

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur proposition du secrétaire d'Etat à la défense nationale; Vu la constitution du 8 décembre 1963;

Vu la loi nº 16-61 du 16 janvier 1961, portant organisation de la défense du territoire de la République du Congo, notamment en son article 2;

Vu le décret nº 64-288 du 3 septembre 1964, portant attribution du commandant en chef des forces armées congolaises :

Vu le décret nº 64-209 du 9 septembre 1964, portant attributions et nomination du commandant en chef des forces armées congolaises ;

Vu le décret nº 65-51 du 17 février 1965, portant rectificatif au décret nº 64-288 du 3 septembre 1964, relatif aux attributions et nomination du commandant en chef des forces armées congolaises ;

Vu le décret nº 65-52 du 17 février 1965, portant attribution et nomination de chef d'Etat-major général et commandant en chef des forces armées congolaises ;

Vu le décret nº 66-219 du 5 juillet 1966, portant nomination du lieutenant Kimbouala-N'Kaya (Luc), aux fonctions de chef d'Etat-major général de l'armée populaire nationale;

Le conseil des ministres entendu,

DÉCRÈTE

Art. 1er. — Le lieutenant Kimbouala-N'Kaya (Luc), chef d'Etat-major général de l'armée populaire nationale est relevé de ses fonctions de chef d'Etat-major général de l'armée populaire nationale.

Art. 2. — Le présent décret qui abroge le décret nº 66-219 du 5 juillet 1966, sera publié au Journal officiel.

Brazzaville, le 1er mars 1968.

A. Massamba - Débat.

. Par le Président de la République :

Le ministre des finances, du budget et des mines, Ed. EBOUKA-BABACKAS.

Le secrétaire d'Etat à la défense nationale, A. Poignet.

DECRET Nº 68-55 du 1er mars 1968, portant nomination d'un chef d'Etat-major général de l'armée populaire nationale.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur proposition du secrétaire d'Etat à la défense nationale; Vu la constitution du 8 décembre 1963;

Vu la loi nº 16-61 du 16 janvier 1961, portant organisation de la défense du territoire de la République du Congo, notamment en son article 2;

Vu le décret nº 64-288 du 3 septembre 1964, portant attributions du commandant en chef des forces armées congolaises:

Vu le décret nº 64-289 du 9 septembre 1964, portant attributions et nomination du commandant en chef des forces armées congolaises ;

Vu le décret nº 65-61 du 17 février 1965, portant rectificatif au décret nº 64-288 du 3 septembre 1964, relatif aux attributions et nomination du commandant en chef des forces armées congolaises;

Vu le décret nº 65-52 du 17 février 1965, portant attributions et nominations de chef d'Etat-major général et commandant en chef de l'armée populaire nationale;

Le conseil des ministres entendu,

DÉCRÈTE :

Art. 1er. — Cumultativement avec ses fonctions de commandant en chef de l'armée populaire nationale, le commandant Ebadep (Damas), est nommé chef d'Etat-major général de l'armée populaire nationale, en remplacement du Lieutenant Kimbouala-N'Kaya (Luc), appelé à d'autres fonctions.

Art. 2. — Le présent décret sera publié au Journal officiel.

Brazzaville, le 1er mars 1968.

A. Massamba - Débat.

Par le Président de la République :

Le ministre des finances, du budget et des mines,

Ed. EBOUKA-BABACKAS.

Le secrétaire d'Eta_t à la défense nationale, A. POIGNET.

DÉCRET Nº 68-61 du 2 mars 1968, portant promotion à titre exceptionnel dans l'Ordre du Mérite Congolais.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, GRAND MAITRE DE L'ORDRE DU MÉRITE CONGOLAIS,

Vu la constitution du 8 décembre 1963;

Vu le décret nº 59-54 du 25 février 1959, portant institution de l'Ordre du Mérite Congolais ;

Vu le décret nº 59-227 du 31 octobre 1959, fixant le montant des droits de Chancellerie,

DÉCRÈTE :

Art. 1er. — Est promu à titre exceptionnel dans l'Ordre du Mérite Congolais :

Au grade de commandeur

Son Excellence, M. Dauge (Louis), ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République française au

 Il ne sera pas fait application du décret nº 227 du 31 octobre 1959, en ce qui concerne le règlement des droits de chancellerie.

Art. 3. - Le présent décret sera publié au Journal officiel.

Brazzaville, le 2 mars 1968.

A. Massamba - Débat.

Décret nº 68-66 du 8 mars 1968, portant nomination à titre normal dans l'Ordre du Mérite Congolais.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, GRAND MAITRE DE L'ORDRE DU MÉRITE CONGOLAIS,

Vu la constitution du 8 décembre 1963;

Vu le décret nº 59-54 du 25 février 1959, portant institution de l'Ordre du Mérite Congolais ;

Vu le décret nº 59-227 du 31 octobre 1959, fixant le montant des droits de chancellerie,

Art. 1er. - Sont nommés à titre normal dans l'Ordre du Mérite Congolais :

Au grade de commandeur

M. Montagné (Emile), ancien directeur des finances du Congo, administrateur en chef en retraite à Paris ;

Son excellence le docteur Rakoto Ratsimamanga (Albert), ambassadeur extraordinaire de la République Malgache et doyen du corps diplomatique africain à Paris.

Au grade d'officier

MM. Liotard (Armand), secrétaire administratif de l'Am-

bassade du Congo à Paris; Odin (Pierre), patissier à la Coupole à Brazzaville; Terras (Jean), commandant de l'assistance technique française (armée populaire nationale à Brazville).

Au grade de chevalier

MM. Biandonga (Dominique-Honoré), chef du protocole adjoint aux affaires étrangères à Brazzaville;

Libon (David), conseiller économique du Gouver-

nement à Paris; Makambila (Pascal), technicien de musée, élève pro-fesseur à l'Ecole normale supérieure de l'Afrique

centrale à Brazzaville;
Makaya (Etienne), inspecteur du trésor, conseiller
de l'Ambassade du Congo à Paris;
Pandou (Pierre), adjudant de la légion de gendarmerie nationale congolaise à Pointe-Noire;
Dutsebet (Christian), mottre essistent de la faculté

Purtschet (Christian), maître assistant de la faculté de droit à Paris.

Art. 2. — Il sera fait application du décret nº 59-227 du 31 octobre 1959, en ce qui concerne le règlement des droits

Art. 3. — Le présent décret sera publié au Journal officiel.

Brazzaville, le 8 mars 1968.

A. Massamba - Débat.

DÉCRET Nº 68-70 du 11 mars 1968, relatif à l'intérim de M. Ebouka-Babackas (Edouard), ministre des finances, du budget et des mines.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, CHEF DU GOUVERNEMENT,

Vu la constitution du 8 décembre 1963;

Vu le décret nº 68-15 du 12 janvier 1968, portant nomination des membres du Gouvernement,

DÉCRÈTE :

Art. 1er. — L'intérim de M. Ebouka-Babackas (Edouard), ministre des finances, du budget et des mines, sera assuré, durant son absence, par M. Ganao (David-Charles), ministre d'Etat, chargé du plan.

Art. 2. — Le présent décret sera publié au Journal officiel. Fait à Brazzaville, le 11 mars 1968.

A. Massamba - Débat.

DÉCRET Nº 68-73 du 12 mars 1968, relatif à l'intérim de M. Bindi (Michel), ministre de l'intérieur.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu la constitution du 8 décembre 1963;

Vu le décret nº 68-15 du 12 janvier 1968, portant nomination des membres dù Gouvernement,

DÉCRÈTE :

Art. 1er. — L'intérim de M. Bindi (Michel), ministre de l'intérieur, sera assuré, durant son absence, par M. M'Vouama (Pierre), ministre des travaux publics, des transports et des postes et télécommunications.

Art. 2. — Le présent décret sera publié au Journal officiel.

Fait à Brazzaville, le 12 mars 1968.

A. MASSAMBA-DÉBAT.

MINISTERE DES FINANCES ET DU BUDGET

DÉCRET Nº 68-69 du 11 mars 1968, complétant l'annexe nº II du décret nº 64-4 du 7 janvier 1964, fixant les indemnités de réprésentation accordées aux titulaires des postes de direction et de commandement.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur proposition du ministre de l'information, chargé de la jeunesse et des sports, de l'éducation populaire, de la culture et des arts;

Vu la constitution du 8 décembre 1963;

Vu la loi nº 24-66 du 23 novembre 1966, portant loi organique relative au régime financier de la République du Congo;

Vu le décret nº 64-4 du 7 janvier 1964, fixant les indemnités de représentation accordées aux titulaires des postes de direction et de commandement;

Vu le décret nº 65-183 du 13 juillet 1965, portant création de la direction des services de l'information et de l'éducation populaire et civique ;

Le conseil des ministres entendu,

DÉCRÈTE :

Art. 1er. — La liste de l'annexe II visée à l'article 6 du décret nº 64-4 du 7 janvier 1964, est complétée comme suit in fine.

Chef de service de l'Imprimerie nationale

Art. 2. — Le présent décret qui prend effet à compter du 1er janvier 1968, sera publié au Journal officiel.

Fait à Brazzaville, le 11 mars 1968.

A. MASSAMBA-DÉBAT.

Par le Président de la République :

Le ministre de l'information, chargé de la jeunesse et des sports, de l'éducation populaire, de la culture et des arts,

A. Hombessa.

Le ministre des finances, du budget et des mines, E. EBOUKA - BABACKAS.

Actes en abrégé

DIVERS .

 Par arrêté nº 621 du 24 février 1968, M. Essouébala (Pierre), retraité, ancien preposé du trésor de Gamboma, demeurant 79, rue du dispensaire à Poto-Poto, est constitué en débet pour la somme de 208 820 francs, représentant le montant d'un déficit constaté lors de la vérification de sa

— Par arrèté nº 624 du 24 février 1968, est autorisé le versement à la caisse nationale d'épargne de la somme de 4 925 126 francs CFA, représentant le montant de l'emprunt de l'Etat envers cet organisme suivant le détail ci-dessous :

Convention du 6 février 1964...... Convention du 20 octobre 1960...... 1 023 957· »

4 925 126 »

La présente somme imputable à la section 10-03, chapitre 02, article 02 (exercice 1968) sera versée au C.C.P. nº 103-15 à Brazzaville.

Le directeur des finances et le trésorier général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

- Par arrêté nº 625 du 24 février 1968, est autorisé le versement à la municipalité de Pointe-Noire de la somme de 1 926 000 francs CFA., représentant le montant de la dette de l'Etat, suivant le tableau ci-contre :

Contrat location-vente du 11 avril 1951 échéance du 30 mars 1968 990 000 » Contrat location-vente du 27 mars 1963 : échéance du 30 juin 1968échéance du 31 décembre 1968 468 000 » 468 000 » 1 926 000 *

La présente somme est imputable à la section 10-03, chapitre 03, article 03 (exercice 1968).

Le directeur des finances et le trésorier général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

 Par arrêté nº 626 du 24 février 1968, est autorisé le versement en quatre tranches à la Caisse Centrale de Coopération Economique de la somme de 57 707 438 francs CFA., représentant le montant de la dette de l'Etat envers cet organisme suivant le détail ci-après :

Echéance du 30 juin 1968 :

Convention du	4 octobre 1962	24	923	692	*
Convention du	21 mars 1961	. 3	724	452	*
Convention du	8 juillet 1960		205	575	D
TEN 23 W	1920 SEASON SEASON DE 2000 SEASON DE				

Echéance du 31 décembre 1968 :				
Convention du 4 octobre 1962	24	923	692	>>
Convention du 21 mars 1961	3	724	452	1)
Convention du 8 juillet 1960		205	575	4

57 707 438 »

La présente somme, imputable à la section 10-01, chapire 01, article 01 (exercice 1968) sera virée à la Banque Cenrale à Brazzaville.

Le directeur des finances et le trésorier général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrête.

 Par arrêté nº 627 du 24 février 1968, est autorisé le versement à la Caisse Centrale de Coopération Economique de la somme de 32 220 000 francs CFA., représentant le moutant de la dette de la Société Nationale d'Elevage vis à vis de cet organisme suivant le détail ci-après :

Echéance du 30 juin 1968 :

Convention	du	10	juin 1954	600	000	n
Convention	du	22	juillet 1960	260	000	B
Convention	du	14	janvier 1961	250	000	*

Echéance du 31 décembre 1968 :

Convention du 10 juin 1954	2	760	000 000 000	>
	32	220	000	D

La présente somme, imputable à la section 10-02, chapitre 03, article 03 (exercice 1968) sera virée à la Banque centrale à Brazzaville.

Le directeur des finances et le trésorier général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

- Par arrêté nº 628 du 24 février 1968, est autorisé le versement en quatre tranches à la Caisse Centrale de Coopération Economique de la somme de 40 798 025 francs CFA., représentant le montant de la dette de l'Etat envers cet organisme suivant le tableau ci-après :

Echéance du 30 juin 1968 :

	2.76			
Convention du 13 avril 1957	4	739	455	*
Convention du 10 octobre 1956		103	711	*
Convention du 16 septembre 1955		752	169	*
Convention du 13 décembre 1957			356	*
Convention du 7 novembre 1957		489	410	>>
Convention du 5 janvier 1960		411	075	. »
Echéance du 31 décembre 196	8: 12	701	716	'n
Convention du 17 novembre 1961	15.	400	000	,)
Convention du 13 avril 1957		739	455	*
Convention du 10 octobre 1956		103	711	**
Convention du 16 septembre 1955		752	169	n
Convention du 13 décembre 1957	1	205	356	3)
Convention du 7 novembre 1957		489	410	. "
Convention du 5 janvier 1960		406	748	*
* * * *	28	096	849	»
Totaux .	40	798	025	э
NE CONTRACTOR OF THE CONTRACTO			_	=

La présente somme imputable à la section 10-02 chapitre 03, article 03 (exercice 1968) sera virée à la Banque centrale à Brazzaville.

Le directeur des finances et le trésorier général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

- Par arrêté nº 629 du 24 février 1968, est autorisé le versement à la Nippon Programming Company LTD du Japon de la somme de 11 377 598 francs CFA., représentant le montant de la dette de l'Etat pour l'Usine de fabrication des disques (échéance du 31 octobre 1968).

La présente somme, imputable à la section 10-02, chapitre 10, article 10 (exercice 1968) sera virée à la Banque Commerciale Congolaise.

Le directeur des finances et le trésorier général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

— Par arrêté nº 630 du 24 février 1968, est autorisé le versement à la Société Immobilière du Congo de la somme de 9 188 459 francs CFA., représentant le montant des annuités dues à cet organisme suivant le tableau ci-dessous :

Immeubles fédéraux :

Echéance du 31 décembre 1968 8 512 259 »

Construction à Ouenzé :

Echéance	du	31	mars 1968	3		169	050	1)
Echéance	du	30	juin 1968.			169	050	*
Echéance	du	30	septembre	1968	83.	169	050	9
Echéance	du	31	décembre	1968		169	050	*

9 188 459 »

La présente somme, imputable à la section 10-04, Chapitre 01, article 01 (exercice 1968) sera virée à la Banque commerciale Congolaise au compte n° 600-281.

Le directeur des finances et le trésorier général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

— Par arrêté nº 631 du 24 février 1968, est autorisé le versement de la somme de 30 120 300 francs CFA., représentant le montant annuel du 2º prêt de l'Allemagne Fédérale suivant le tableau ci-dessous :

5e semestrialité :

Echéance du 31 mai 1968 15 060 150 »

6e semestrialité :

Echéance du 30 novembre 1968...... 15 060 150 »

30 120 300 *

La présente-somme, imputable à la section 10-02, chapitre 07, article 07 (exercice 1968) sera vrirée à la Deutche Bank au compte n° 158-0588-01 à Essen.

Le directeur des finances et le trésorier général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

— Par arrêté nº 632 du 24 février 1968, est autorisé le versement à la Caisse Centrale de Coopération Economique de la somme de 7 476 930 francs CFA., représentant le montant de la dette contractée par l'Office National du Kouilou suivant tableau ci-après :

Echéance	du	30	juin	1968	1968	. 3	738	465	*
Echéance	du	31	déce	mbre	1968	. 3	738	465	Þ

7 476 930 »

La dépense correspondante imputable à la section 10-02, chapitre 07, article 07 (exercice 1968) sera virée à la Banque Centrale à Brazzaville.

Le directeur des finances et le trésorier général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

- Par arrêté nº 633 du 24 février 1968, est autorisé le versement en quatre tranches à la caisse de retraite de la somme de 41 830 436 francs CFA., représentant le montant de divers emprunts de l'Etat suivant le tableau ci-dessous :

Emprunt de 75.000 000 (Ambassade de Paris):

Echéance du 30 juin 1968..... Echéance du 31 décembre 1968..... 5 970 810 » 5 970 810 »

Emprunt de 135 000 000 (Immeubles):

Echéance du 30 juin 1968..... Echéance du 31 décembre 1968..... 6 449 981 » 6 449 981 »

Emprunt de 165 000 000 (Im. Cidolou) :

Echéance du 30 juin 1968..... Echéance du 31 décembre 1968..... 8 494 427 » 8 494 427 »

41 830 436 »

La présente somme, imputable à la section 10-03, chapitre 01, article 01 (exercice 1968) sera versée au trésor au compte nº 304-00.

Le directeur des finances et le trésorier général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

- Par arrêté nº 634 du 24 février 1968, est autorisé le versement en quatre tranches de la somme de 125 398 800 francs CFA., représentant le solde du 1er prêt de l'Allemagne Fédérale suivant tableau ci-dessous :

93 semestrialité 62 699 400 * Echéance du 31 décembre 1968..... 62 699 400 * 125 398 800 *

La présente somme, imputable à la section 10-02, chapitre 07, article 07 (exercice 1968) sera virée à la Deutche Bank au compte n° 158-0588-01 à Essen.

Le directeur des finances et le trésorier général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

— Par arrêté nº 636 du 24 février 1968, est autorisé le versement à la Banque de l'Indochine à Paris de la somme

13 200 000 *

La dépense correspondante, imputable à la section 10-02, chapitre 06, article 06 (exercice 1968) sera virée au C.C.P. nº 100-095 à Paris.

Le directeur des finances et le trésorier général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

— Par arrêté nº 663 du 26 février 1968, est autorisé le versement au trésor français de la somme de 99 383 454 francs CFA., représentant le montant des emprunts con-tractés par l'Etat congoláis, pour l'apurement du déficit des budgets des exercices antérieurs suivant l'échéance ci-après :

Echéance du 31 août 1968	Echéance du 30	avril 1968		33	127	818	
Echéance du 31 décembre 1968 33 127 818	Echéance du 31	août 1968		33	127	818	*
Albindanoo aa ox accombic rooc	Echéance du 3	décembre	1968	33	127	818	*

99 383 454 *

La présente somme, imputable à la section 10-02, chapitre 02, article 02 (exercice 1968) sera virée à la paierie auprès de l'Ambassade de France au Congo.

Le directeur des finances et le trésorier général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

- Par arrêté nº 692 du 29 février 1968, est autorisé le versement de 21 398 652 francs CFA., représentant le montant des intérêts revenant aux organismes para-publicss ayant déposé leurs fonds au trésor au cours de l'année 1967, suivant répartition ci-après :

... 14 100 000 * le.. 7 298 652 * Caisse de retraite...... Caise nationale de prévoyance sociale..

21 398 652 >

La présente somme est imputable à la section 10-03, chapitre 04, article 04 (exercice 1968).

Le directeur des finances et le trésorier général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

— Par arrêté nº 697 du 29 février 1968, est autorisé le versement trimestriel à M. Kimfouéma (Moïse), tuteur, de la somme de 199 968 francs CFA., représentant le montant de l'aide de l'Etat aux orphélins des victimes des 13, 14 et 15 août 1963.

La dépense qui en résulte, imputable à la section 11-01, chapitre 02. article 02 (exercice 1968) sera effectuée au profit de M. Kimfouéma (Moïse), 160, rue Moundzombo à Brazzoville.

Le directeur des finances et le trésorier général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

— Par arrête nº 698 du 29 février 1968, est autorisé le versement trimestriel à M. M'Fouanani (Henri), tuteur, de la somme de 99 984 francs CFA., représentant le montant de l'aide de l'Etat aux orphelins des victimes des 13, 14 et 15 août 1963.

La dépense qui en résulte, imputable à la section 11-01, chapitre 02, article 02 (exercice 1968) sera effectuée au profit de M. M'Fouanani (Henri), 96, rue M'Bamou à Brazzaville.

Le directeur des finances et le trésorier général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

— Par arrêté nº 699 du 29 février 1968, est autorisé le versement trimestriel à M. Loumouamou (Jean), tuteur, de la somme de 93 984 francs CFA., représentant le montant de l'aide de l'Etat aux orphelins des victimes des 13, 14 et 15 août 1963.

La dépense cui en résulte, imputable à la section 11-01, chapitre 02, article 02 (exercice 1968) sera effectuée au profit de M. Loumouamou (Jean), 105, rue Bonga à Brazzaville.

Le directeur des finances et le trésorier général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

— Par arrêté nº 700 du 29 février 1968, est autorisé le versement trimestriel à M. Tsiba (Albert), tuteur, de la somme de 299 952 francs CFA., représentant le montant de l'aide de l'Etat aux orphelins du feu Moubany (Basile).

La dépense qui en résulte, imputable à la section 11-01, chapitre 04, article 04 (exercice 1968) sera effectuée au profit des orchelms et versée à M. Tsiba (Albert), 109, rue Mayama à Brazzaville.

Le directeur des finances et le trésorier général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Par arrêté nº 703 du 29 février 1968, est autorisé le versement à Madame M'Baya (Eulalie) et enfants de la somme de 225 000 francs CFA., représentant le montant de la rente viagère au titre de 1968, suivant répartition ci-après :

Rente annuelle pour Mme M'Baya.... 120 000 » Rente annuelle pour ses 3 enfants (35 000)

soit

105 000 »

225 000 »

La dépense qui en résulte, imputable à la section 11-01, chapitre 05 article 05 (exercice 1968) sera effectuée au profit de Mme M'Baya (Eulalie), 102, rue Antoinetti à Brazzaville.

Le directeur des finances et le trésorier général sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

— Par arrêté nº 806 du 6 mars 1968, est accordée à la Fédération Congolaise d'Athlétisme, une subvention de 35 000 francs CFA., pour le versement à la Fédération Internationale d'Athlétisme des cotisations au titre des années 1965, 1966, 1967, 1968.

La présente dépense, imputable à la section 31-19, chapitre 02, article 06 (exercice 1968) sera versée à la B.I.C.I. au compte n° 408 189.

Le directeur des finances et le trésorier général sont chargés, chacum en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

— Par arrêté nº 807 du 6 mars 1968, est accordée à la Fédération Congolaise de Basket-ball une subvention de 50 000 francs CFA., pour règlement des dettes au titre des cotisations des années 1965, 1966, 1967 et 1968 dues à la Fédération Internationale de Basket-Ball.

La présente dépense, imputable à la section 31-19, chapitre 02, article 06 (exercice 1968) sera versée la Société Générale de Banques à Brazzaville au compte n° 2 679.

Le directeur des finances et le trésorier général sont chargés, chacun et ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

MINISTERE DE L'INFORMATION

DÉCRET Nº 68-68 du 8 mars 1968, portant réorganisation de l'Agence Congolaise d'Information (A.C.I.).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

· Vu la constitution du 8 décembre 1963 ;

Vu le décret nº 65-183 du 13 juillet 1965, portant création de la direction des services de l'information ;

Vu la loi nº 10-66 abrogeant la loi nº 40-61 du 20 juin 1961, portant création et organisation de l'Agence Congolaise d'Information (A.C.I.) et transformant celle-ci en un service public ;

Le conseil des ministres entendu,

DÉCRÈTE :

Art. 1er. — L'Agence Congolaise d'Information a pour objet :

1º De collecter les éléments d'une information objective, susceptible d'aider à la prise de conscience du peuple congolais ;

2º De distribuer, outre ses informations propres, les nou velles internationales ou étrangères qu'elle s'assure par convention ou alliance;

3º De mettre, contre redevance, l'ensemble de ses informations à la disposition de ses usagers et notamment la radiodiffusion télévision congolaise ainsi que les correspondants de presse régulièrement accrédités dont elle constitue la principale source de nouvelles.

Art. 2. — L'Agence congolaise d'information comprend six sections :

La rédaction, l'administration, les éditions, la photographie, la cinématographie et la section technique.

Art. 3. — La rédaction est chargée de la collecte et de la diffusion des nouvelles ainsi que leur présentation dans un bulletin quotidien.

La section administrative s'occupe du personnel et de la gestion commerciale du bulletin de l'A.C.I.

La section des éditions est chargée d'éditer brochures, affiches et tous autres documents destinés à mieux faire connaître le Congo de son propre public et à l'étranger.

Les sections phonographique et cinématographique assurent la diffusion de l'actualité nationale par l'image fixe et l'image animée.

La section technique est chargée de la maintenance, c'està-dire de l'ensemble des révisions et des opérations courantes d'entretien du matériel technique de l'A.C.I.

Art. 4. — Le présent décret qui prendra effet à compter de la date de sa signature, sera publié au Journal officiel.

Fair à Brazzaville, le 8 mars 1968.

A. MASSAMBA-DEBAT.

Par le Président de la République :

Le ministre de l'information, chargé de la jeunesse et des sports de l'éducation populaire, de la culture et des arts,

A. HOMBESSK.

MINISTERE DE LA JEUNESSE ET DES SPORTS

Actes en abrégé

PERSONNEL

Promotion

 Par arrêté nº 651 du 24 février 1968, M.Mouithys-Mickalad (Jean-Alexandre), inspecteur de 2e échelon des cadres de la catégorie A, hiérarchie II des services sociaux (jeunesse et sports), en service à l'inspection régionale de la jeunesse et des sports du Pool, des plateaux et de la commune de Brazzaville à Brazzaville, est promu au 3e échelon à compter du 1er avril 1968 au titre de l'année 1967.

Le présent arrêté prendra effet tant au point de vue de la solde que de l'ancienneté, pour compter de la date ci-dessus indiquée.

MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

Décret nº 68-56 du 2 mars 1968, accordant à M. Gassongo de Fort-Rousset, l'autorisation d'ouvrir deux séminaires caléchétiques dans son Diocèse.

> LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, CHEF DU GOUVERNEMENT,

Vu la constitution du 8 décembre 1963 de la République du Congo ;

Vu la loi nº 32-65 abrogeant la loi nº 44-61 du 28 septembre 1961, et fixant les principes généraux d'organisation de l'enseignement au Congo ;

Vu le décret nº 66-134 du 12 avril 1966, portant organisation de l'enseignement privé au Congo ;

Vu la lettre en date de 26 décembre 1967 de Mgr Gassongo, évêque de Fort-Rousset;

Le conseil des ministres entendu,

DÉCRÈTE :

Art. 1er. — Conformément aux dispositions de la loi no 32-65 du 12 août 1965 et du décret no 66-134 du 12 avril 1966 susvisés, une autorisation d'ouvrir deux séminaires catéchétiques, pour la formation des catéchistes l'un à Fort-Rousset l'autre à Mossaka, est accordée à Mgr l'évêque de Fort-Rousset.

Art. 2. — Le présent décret sera publié au Journal officiel. Brazzaville, le 2 mars 1968.

A. Massamba Débat.

Par le Président de la République :

Le ministre de l'éducation nationale,

L. MAKANY.

Le ministre de l'intérieur, M. BINDI.

DÉCRET Nº 68-65 du 8 mars 1968, résiliant le marché de fourniture de mobilier scolaire et d'internat destiné à équiper les classes, les refectoires et les dortoirs des C.E.G. du Congo construits sur crédits F.E.D.

-000-

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur proposition du ministre de l'éducation nationale ; Vu la constitution du 8 décembre 1963 ;

Vu le marché passé avec la Société BENCINI et Fils de Verone (Italie) et approuvé le 12 juillet 1967 sous n° 220 ;

Vu la décision de mise en état de faillite de la Maison BENCINI par le tribunal civil et pénal de Verone, en date du 3 novembre 1967 et établi le 16 décembre 1967;

Considérant que la Société BENCINI n'ayant pas enregistré son marché et ne pouvant remplir ses obligations,

DÉCRÈTE

Art. 1er — Le marché passé avec la Société BENCINI et Fils de Verone (Italie), approuvé le 12 juillet 1967 sous le n° 220, pour la fourniture de mobilier scolaire et d'internat destiné à équiper les classes, les réfectoires et les dortoirs des C.E.G. construits sur crédits F.E.D. en République du Congo est résilié.

Art. 2. — Il sera procédé à la passation d'un nouveau marché avec SOMECAFRIQUE, soumissionnaire de l'appel d'offre II-66-DGE, le moins disant après BENCINI et Fils et qui maintient son offre.

. Art. 3. — Le présent décret sera publié et notifié au Journal officiel.

Brazzaville, le 8 mars 1968.

Par le Président de la République :

Le ministre de l'éducation nationale,

L. MAKANY.

Actes en abrégé

PERSONNEL

Nomination

— Par arrêté nº 637 du 24 février 1968, le fonctionnaire des cadres des services sociaux (enseignement) de la République du Congo, dont le nom suit, en service dans la région de la Cuvette est nommé directeur d'école primaire, pendant la période du 1er octobre 1967 au 30 septembre 1968.

Après 3 ans :

M. Effoungui (Boniface), instituteur de 2º échelon, école d'Ewo-centre, région de la Cuvette : 5 classes.

Le présent arrêté prendra effet pour compter du 1er octobre 1967.

— Par arrêté nº 600 du 21 février 1968, sont et demeurent abrogées les dispositions prévues par arrêté nº 1734/ENCA-DGE-DET.

L'examen en vue de l'obtention du Certificat d'aptitude à l'enseignement technique pour les professeurs techniques adjoints de CET (CAET-P), et pour les instructeurs et les instructrices (CAET-I), comprend deux parties :

- a) Un examen écrit;
- b) Un examen pratique.

Cet examen est ouvert d'une part aux élèves des cours normaux techniques, d'autre part aux enseignants techniques en service, qui remplissent les conditions de diplômes et d'ancienneté;

- a) L'examen écrit qui sert d'examen de sortie, se passe en fin de la deuxième année du cours normal et comprend, es épreuves prévues à l'article 5 du présent arrêté;
- b) L'examen pratique se passe pendant l'année scolaire qui suit immédiatement la sortie du stagiaire du cours normal, ceci en vue de sa titularisation.

Les épreuves qui le composent sont prévues à l'article 7 du présent arrêté.

L'examen écrit comprend les épreuves suivantes :

. 1º PTA (industrie et instructeurs) :

Technologie professionnelle : durée 2 heures ; coefficient 2 ; note éliminatoire inférieure à 10 sur 20°;

Dessin technique : durée 4 heures ; coefficient 1 ; note éliminatoire inférieure à 7 sur 20 ;

Pédagogie : durée 3 heures ; coefficient 2 ; note éliminatoire inférieure à 7 sur 20.

A ces épreuves s'ajoutent les notes suivantes :

Moyenne de la 2e année : coefficient 2 ;

Note du travail personnel : coefficient 2.

Sont seuls déclarés admis à l'examen écrit les PTA et les instructeurs ayant eu un total de points au moins égal à 90 et n'ayant pas eu une note éliminatoire.

PTA (commerce):

Epreuve de comptabilité : durée 2 heures ; coefficient 2 ; note éliminatoire inférieure à 10 sur 20 ;

Mathématiques : durée 2 heures ; coefficient 2 ; note éliminatoire inférieure à 7 sur 20 ; Pédagogie : durée 3 heures ; coefficient 2 ; note éliminatoire inférieure à 7 sur 20.

A ces épreuves s'ajoutent les notes suivantes :

Moyenne de la 2e année : coefficient 2 ;

Note du travail personnel : coefficient 2.

Sont seuls déclarés admis à l'examen écrit les candidats ayant eu un total de points au moins égal à 90 et n'ayant pas eu de note éliminatoire.

3º Instructrices :

Psycho-pédagogie : durée 3 heures ; coefficient 2; note éliminatoire inférieure à 7 sur 20 ;

Puériculture ou alimentation : durée 2 heures ; coefficient 1 ; note éliminatoire inférieure à 10 sur 20 ;

Technologie professionnelle : durée 8 heures ; coefficient 2; note éliminatoire inférieure à 10 sur 20.

A ces épreuves s'ajoutent les notes suivantes :

Moyenne de la 2e année : coefficient 2 ;

Note du travail personnel : coefficient 2.

Sont seules déclarées admises à l'examen écrit, les instructrices ayant un total de points au moins égal à 90 et n'ayant pas eu de note éliminatoire.

Le jury, chargé de la correction de ces épreuves, et désigné par le ministre de l'éducation nationale, sur proposition du directeur général de l'enseignement se compose comme suit :

Président :

Le directeur général de l'enseignement ou son représentant.

Vice-président :

Le directeur de l'enseignement technique.

Membres :

Le proviseur du lycée technique ou son représentant ;

Un directeur de CET.;

Une directrice du CETF;

Le chef des travaux du lycée technique ou son représentant ;

Des professeurs d'enseignement général ;

Des professeurs d'enseignement pratique (industrie, commerce, arts ménagers);

Des professeurs de psycho-pédagogie.

L'examen pratique, qui est subi par les stagiaires pendant l'année scolaire de leur entrée en fonction, comprend les épreuves suivantes :

PTA (industrie et instructeurs):

Lancement d'un exercice : durée 1 heure maximum ; coefficient 1 ;

Leçon de technologie : durée 1 h 30 ; coefficient 1.

Sont seuls déclarés définitivement admis les candidats ayant eu un total de points au moins égal à 20.

PTA (commerce) :

Leçon de comptabilité : durée 1 heure ; coefficient 1 ;

La discipline enseignée par le stagiaire dans son centre ; coefficient 1 ; durée 1 heure.

Sont seuls déclarés définitivement admis les candidats ayant totalisé au moins 20 points, et n'ayant pas eu une note éliminatoire.

3º Instructrices :

Cours théorique : coefficient 1 ;

Cours pratiques : coefficient 1 (lancement d'un exercice dans une des disciplines enseignées par la stagiaire dans son centre).

Sont seules déclarées définitivement admises les candidates ayant eu un total de points au moins égal à 20, et n'ayant pas eu une note éliminatoire.

Le jury chargé d'apprécier les épreuves de l'examen pratique se compose comme suit :

1º PTA (commerce et industrie):

Président :

Le proviseur du lycée technique ou son représentant.

Membres :

Le chef des travaux du lycée technique ou son représentant ;

Les professeurs de chaque spécialité ;

Le directeur du CET dans lequel exerce le stagiaire ;

Un spécialiste de pédagogie.

2º Instructeurs et instructrices :

·Président :

L'inspecteur de l'enseignement technique de la circonscription.

Membres :

Les professeurs de chaque spécialité ; Un spécialiste de pédagogie.

 Par arrêté nº 639 du 24 février 1968, l'arrêté nº 2444 est et demeure abrogé. Il est remplacé et complété par ce qui suit.

L'examen du Certificat de fin d'apprentissage prend désormais l'appellation de : Examen du Diplôme d'Etudes Professionnelles Elémentaires, en abrégé D.E.P.E.. Il sanctionne les études des Centres Elémentaires de Formation Professionnelle (C.E.F.P.).

Sont autorisés à se présenter à l'examen du D.E.P.E. :

a) Les élèves ayant suivi la scolarité complète dans un C.E.F.P. ;

b) Les candidats et candidates libres porteurs d'un certificat de scolarité attestant que les intéressés ont eu une formation professionnelle dans une école technique pendant 2 ans au moins.

Les demandes d'inscription des candidats libres devront être accompagnées d'une enveloppe timbrée portant l'adresse des intéressés.

L'examen du D.E.P.E. a lieu à la fin de l'année scolaire. Cet examen comprend trois séries d'épreuves :

Première série :

Epreuve pratique (métier de base) menuiserie, maçonnerie, mécanique générale, etc... (pour les garçons); coupe et couture, cuisine, jardinage ou puériculture (pour les filles); durée: 8 heures environ, coefficient 6.

Deuxième série :

Elle comprend quatre épreuves écrites :

1re épreuve : Un sujet de français adapté à la profession ; durée : 1 heure, coefficient 2.

2e épreuve : Un sujet de mathématiques comportant deux problèmes, l'un appliqué à la profession, l'autre d'arithmétique ou de géomètrie ; durée : 1 h 30, colfficient 2.

3e épreuve : Un sujet de dessin industriel (pour les garçons) et dessin d'art (pour les filles) ; durée : 2 heures, coefficient 2.

4º êpreuve: Un sujet de technologie ou de législation du travail; durée: 1 h 30, coefficient 2.

Troisième série :

Epreuve orale, interrogation sur l'instruction civique ; durée : 15 minutes environ, coefficient 1.

Toutes les épreuves sont notées de 0 à 20. Sont considérées comme éliminatoires les notes suivantes :

Epreuve pratique, note inférieure à 7 sur 20;

Français, note inférieure à 0 sur 20 ;

Mathématiques, note inférieure à 0 sur 20 ;

Dessin industriel ou d'art, note inférieure à 0 sur 20;

Technologie, note inférieure à 0 sur 20.

La note zéro est élinatoire si après délibération, elle est maintenue par le jury. Les questions de l'épreuve orale sont tirées au sort par les candidats.

Les épreuves pratiques et orales sont corrigées sur place par une commission nommée par arrêté régional. Un procèsverbal et le relevé de notes sont transmis à la direction générale de l'enseignement au même moment que les copies des épreuves écrites.

Le jury régional est composé comme suit :

Président :

L'inspecteur de l'enseignement technique ou à défaut un inspecteur de l'enseignement primaire de la région.

Membres :

Le directeur ou la directrice du C.E.F.P.;

Un directeur ou une directrice d'école primaire ;

Les P.T.A., les instructrices et instructeurs en service au C. E. F. P.

Les épreuves écrites transmises à la direction générale de l'enseignement (service des examens) à Brazzaville, sont corrigées par un jury désigné par le directeur général de l'enseignement, sur proposition du directeur de l'enseignement technique.

Le jury chargé de la délibération de l'examen du D.E.P.E. se compose comme suit :

Président :

Le directeur général de l'enseignement ou son représentant.

Membres :

Les inspecteurs de l'enseignement technique ou à défaut l'inspecteur de l'enseignement primaire ;

Les P.T.A., les instructeurs et les instructrices de l'enseignement technique ou ménager.

Sont déclarés admis à l'examen du D.E.P.E., les candidats ayant obtenu un total de points au moins égal à 150 et n'ayant pas eu de note éliminatoire.

Le présent arrêté abroge toutes dispositions contraire et antérieures.

— Par arrêté nº 707 du 29 février 1968, l'examen de sortie de la section sociale du collège d'enseignement technique féminin St Jean Bosco, pour l'obtention des diplômes d'auxiliaires sociales, puéricultrices et jardinières d'enfants est fixé au mois de juin, chaque année.

L'examen de sortie portera sur trois sections différentes définies comme suit :

1º Section auxiliaires sociales

A. - Epreuves écrites :

- a) Puériculture et hygiène : coefficient 2 ; note éliminatoire inférieure à 7 ; durée $1\,$ h. $30\,$;
- b) Une enquête sociale plus 2 problèmes sur législation : coefficient 2; note éliminatoire inférieure à 7; durée 2 heures;
- c) Français: coefficient 2; note éliminatoire inférieure à 5; durée 2 heures;
- d) Economie domestique (alimentation, habitation, comptabilité familiale): coefficient 3; note éliminatoire inférieure à 7; durée 1 h. 30.

B. - Travaux pratiques :

- a) Couture : coefficient 3 ; note éliminatoire inférieure à
 7 ; durée 8 heures ;
- $\it b)$ Législation et stages : coefficient 2 ; note éliminatoire inférieure à 7 ; oral durée 20 minutes ;
- c) Epreuve diététique et puériculture : coefficient 2 ; note éliminatoire inférieure à 7 ; durée 30 minutes.

Seules sont déclarées définitivement admises les candidates ayant obtenu une moyenne au moins égale à 160 et n'ayant pas eu une note éliminatoire.

2º Auxiliaires puéricultrices

A. - Epreuves écrites :

- a) Pédiatrie : coefficient 2 ; note éliminatoire inférieure à 7 ; durée 2 heures ;
- b) Hygiène et puériculture : coefficient 2 ; note éliminatoire inférieure δ 7 ; durée 1 heure ;
- c) Français ; coefficient 2 ; note éliminatoire 7 ; durée 2 heures ;
- d) Diététique infantile ; coefficient 2 ; note éliminatoire inférieure à 7 durée 1 heure.

B. - Travaux pratiques et oral :

- lpha) Stages et législation ; coefficient 2 ; note éliminatoire inférieure à 7 ; durée 20 minutes ;
- b) Technologie professionnelle et travaux pratiques ; coefficient 2 ; note éliminatoire inférieure à 7 ; durée 30 minutes ;
- c) Travaux pratiques dans un service hospitalier ; coefficient 2 ; note éliminatoire inférieure à 7 ; durée 30 minutes.

Seules sont déclarées définitivement admises, les candidates ayant abtenu une moyenne générale au moins égale à 140 et n'ayant pas eu une note éliminatoire.

3º Jardinières d'enfants

A. - Epreuves écrites :

- a) Monographie d'un enfant ; coefficient 2 ; note éliminatoire inférieure à 7 ; durée 3 heures ;
- b) Sciences naturelles ; coefficient 2 ; note éliminatoire inférieure à 7 ; durée 2 heures ;
- c) Hygiène Puériculture ; coefficient 2 ; note éliminatoire inférieure à 7 ; durée 1 h. 30.

B. - Travaux pratiques et oral :

- a) Dans un jardin d'enfants ; coefficient 2 ; note éliminatoire inférieure à 7 ;
 - b) Un chant 5 points;
 - c) Un jeu 5 points;
 - d) Une ronde 5 points;
- e) Lecture d'une poésie, une histoire, présentation d'un fichier de poésie et d'histoire d'enfant 5 points ; coefficient 1 ; durée 4 h 30 ; ;
 - f) Documentation personnelle; coefficient 1;
- g) Travail manuel : décoration, découpage ; coefficient 2 ; note éliminatoire inférieure à 7 ; durée 2 heures.

Seules sont déclarées définitivement admises, les candidates ayant obtenu une moyenne au moins égale à 120 et n'ayant pas eu une note éliminatoire.

MINISTERE DE LA JUSTICE GARDE DES SCEAUX

DÉCRET Nº 68-67 du 8 mars 1968, portant intégration dans la magistrature congolaise de M. Moungali (Guillaume).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu la constitution du 8 décembre 1963;

Vu la loi nº 42-61 du 20 juin 1961, portant statut de la magistrature ;

Vu le décret nº 183-61 du 3 août 1961 portant application de la loi susvisée ;

Vu l'arrêté nº 1864 du 26 mars 1962, appelant M. Moungali (Guillaume) ;

Vu le décret nº 64-310 du 15 septembre 1964, complétant l'article 7 du décret nº 61-183 du 3 août 1961, portant application de la loi nº 42-61 du 20 juin 1961, relative au statut de la magistrature ;

Vu l'ordonnance n° 64-24 du 6 mai 1964, portant prorogation du délai d'application des mesures transitoires prévues aux articles 56 et 59 de la loi n° 42-61 du 20 juin 1961, relative au statut de la magistrature ;

Le conseil supérieur de la magistrature entendu,

DÉCRÈTE :

Art. 1er. — M. Moungali (Guillaume), est nommé magistrat au 1er échelon, du 3e grade de la hiérarchie (indice 740).

Art. 2. — Le présent décret qui prendra effet au point de vue de l'ancienneté, pour compter du 25 janvier 1965 et du point de vue de la solde, pour compter de la date de sa signature, sera publié au Journal officiel.

Fait à Brazzaville, le 8 mars 1968.

A. Massamba - Débat.

Par le Président de la République :

Le ministre des finances, du budget et des mines, Ed. EBOUKA-BABACKAS.

> Le garde des sceaux, ministre des la justice, F. L. Macosso.

MINISTERE DU TRAVAIL

Actes en abrégé

PERSONNEL

Intégration - Suspension des fonctions - Révocations Changement de cadre - Reconstitution de carrière Détachement - Retraites

— Par arrêté nº 571 du 20 février 1968, est et demeure retiré l'arrêté nº 5345/MT-DGT-DGAPE/7-6 du 4 décembre 1967 rapportant l'arrêté nº 4714/MT-DGT-DGAPE/7-7 du 18 octobre 1967, en ce qui concerne Mlles Balendé (Emma) et Idoura Selma (Solange-Brigitte).

L'arrêté nº 4714/MT-DGT-DGAPE/7-7 du 18 octobre 1967, portant intégration et nomination des élèves titulaires du certificat de fin d'études des collèges normaux est valable, en ce qui les concerne et prendra effet, pour compter de la date de leur prise de service.

— Par arrêté nº 105 du 11 janvier 1968, M. Talloud (Emmanuel), aide-comptable de 1er échelon de la catégorie D-2, des services administratifs et financiers, qui a purgé une peine d'emprisonnement ferme est, à compter de la date de sa sortie de priscn, suspendu de ses fonctions par application de la loi nº 24-67 du 21 décembre 1967.

L'intéressé n'aura droit à aucune rémunération, pour compter de cette date, à l'exception des allocations familiales.

— Par arrêté n° 384 du 8 février 1968, M. Talloud (Emmanuel), aide-comptable du trésor de 1ex échelon des cadres de la catégorie D-2, précédemment en service à Brazzaville, est révoque de ses fonctions sans suspension des droits à pension.

Le présent arrêté prendra effet à compter de la date de notification à l'intéressé.

- Par arrête nº 469 du 13 février 1968, en application des dispositions du décret nº 60-132 du 5 mai 1960, M. M'Benzha (Vincent), commis des services administratifs et financiers de 5º échelon, catégorie D, hiérarchie II, indice 190, est versé dans le cadre des aides-comptables (catégorie D, hiérarchie II), au grade d'aide-comptable de 5º échelon, indice 190; ACC. et RSMC. néant, pour compter du 1er janvier 1966 du point de vue de l'ancienneté.
- Par arrêté nº 552 du 17 février 1968, en application des dispositions du décret nº 60-132/FP du 5 mai 1960, M. Bikoutha (Sébastien), greffier principal de 3° échelon, des cadres de la carégorie B, hiérarchie I du service judiciaire, en service au ministère des affaires étrangères à Brazzaville, est versé à concordance de catégorie dans les cadres du personnel diplômatique et consulaire et nommé chancelier de 3° échelon, indice 640; ACC. et RSMC.: néant.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté, pour compter du 28 juillet 1967.

— Par arrêté nº 468 du 13 février 1968, M. N'Dallas (Jean-de-Dieu), agent manipulant de 4º échelon, indice 170 des cadres de la catégorie D, hiérarchie II des postes et télécommunications en service à Pointe-Noire est, conformément au dispositions du décret nº 60-132/rp du 5 mai 1960, versé à concordance de catégorie dans les cadres des agents techniques et nommé agent technique de 4º échelon (indice 170); ACC. et RSMC.: néant.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté, pour compter du 15 juillet 1967.

— Par arrêté nº 502 du 14 février 1968, en application des dispositions des décrets nºs 62-195/FP et 62-197/FP du 5 juillet 1962, pris conformément aux articles 20 et 60 de la loi nº 15-62 du 3 février 1962, fixant le statut général des cadres de la République, la carrière administrative de M. Goma (Philippe), contrôleur du travail de 2e échelon, (indice 400) des cadres de la catégorie C-II des services administratifs et financiers en stage à l'Institut International d'administration publique en France, est reconstituée conformément au texte de concordance ci-après (régularisation):

Ancienne situation:

CATEGORIE C HIÉRARCHIE II

Nommé contrôleur du travail stagiaire (indice 330), pour compter du 15 octobre 1963 ; ACC. et RSMC. : néant.

CATEGORIE C HIÉRARCHIE I

Nommé contrôleur du travail stagiaire (indice 350), pour compter du 30 juin 1964 ; ACC. et RSMC. : néant.

Ancienne situation :

CATEGORIE C HIERARCHIE II

Titulariser contrôleur du travail 1er échelon, indice 380, pour compter du 30 juin 1965 ; ACC et RSMC : néant.

Promu au 2º échelon, indice 410 pour compter du 30 juin . 1967; ACC et RSMC : néant.

Nouvelle situation:

CATEGORIE C HIÉRARCHIE II

Nommé contrôleur du travail stagiaire (ind ce 330), pour compter du 15 octobre 1963; ACC et RSMC : néant.

Reclassé et nommé contrôleur du travail stagiaire (indice 350), pour compter du 30 juin 1964; ancienneté de stage: 8 mois 16 jours.

Titularisé contrôleur du travail 1er échelon (indice 380) pour compter du 15 octobre 1964 ; ACC et RSMC : néant.

Ancienne situation :

CATEGORIE C

Nouvelle situation :

CATEGORIE C

HIÉRARCHIE I

Promu au 2° échelon (indice 410), pour compter du 15 octobre 1966 ; ACC et RSMC : néant.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de la solde, à compter de sa signature.

— Par arrêté nº 642 du 24 février 1968, est demeure rapporté l'arrêté nº 4280/MT-DGT-DGAPE du 24 octobre 1968.

En application des dispositions des décrets n° 62-195 et 62-197 du 5 juillet 1962, pris conformément aux articles 20 et 60 de la loi n° 15-62 du 3 février 1962 fixant le statut général des cadres de la République, la carrière administrative de M. Batchy-Pacca (Jonas), agent manipulant 9 échelon des cadres des postes et télécommunications, en service à Brazzaville, titulaire du CAP d'employé de bureau, est reconstituée conformément au texte de concordance ciaprès ; ACC et RSMC: néant:

Ancienne situation :

Intégré agent manipulant 8e échelon stagiaire, indice 250, à compter du 8 juin 1961;

Nouvelle situation :

Intégré et nommé commis 2° échelon stagiaire, indice 250 à compter du 1er janvier 1962, ancienneté de stage : 6 mois

Ancienne situation :

Titularisé au 8º échelon, indice 250, à compter du 8 juin 1962.

Nouvelle situation :

Titularisé commis 2e échelon, indice 250, à compter du 8 juin 1962; ACC 1 an.

Ancienne situation :

Promu au 9º échelon, indice 260, à compter du 8 juin 1964.

Nouvelle situation :

Promu au 3e échelon, indice 280, à compter du 8 juin 1963 ; ACC ; néant.

Promu au 4e échelon, à compter du 8 juin 1965, indice 300; AGC: néant.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de l'ancienneté pour compter des dates ci-dessus indiquées et de la solde pour compter de la date de signature.

— Par arrêté nº 668 du 26 février 1968, en application des dispositions des décrets nºs 62-195/FP et 62-197/FP du 5 juillet 1962, pris conformément aux articles 20 et 60 de la loi nº 15-62 du 3 février 1962 fixant le statut général des cadres de la République, la carrière administrative de M. Otta (Jean-Joseph), contrôleur du travail 2º échelon (indice 400) des services administratifs et financiers, en service à Brazzaville titulaire du REPC et avant suivi le stage vice à Brazzaville, titulaire du BEPC et ayant suivi le stage d'administration du travail à Paris, est reconstituée conformément au texte de concordance ci-après ; ACC et RSMC : néant (régularisation).

Ancienne situation :

CATEGORIE C

HIÉRARCHIE II

Nommé contrôleur du travail stagiaire, indice 330, pour compter du 15 octobre 1963.

Titularisé au 1er échelon indice 370, pour compter du 15 octobre 1964.

Promu à 3 ans au 2e échelon, indice 400 pour compter du 15 octobre 1967.

Nouvelle situation :

CATEGORIE C

HIÉRARCHIE II

Nommé contrôleur du travail stagiaire, indice 330, pour compter du 15 octobre 1963.

Reclassé contrôleur du travail stagiaire indice 350, pour compter du 30 juin 1964 ; ancienneté de stage : 8 mois 16 iours.

Titularisé 1er échelon, indice 380, pour compter du 15 octobre 1964; ACC: néant;

Promu à 3 ans au 2e échelon, indice 410, pour compter du 15 octobre 1967.

Le présent arrêté prendra effet du point de vue de la solde pour compter de sa signature.

- Par arrêté nº 811 du 6 mars 1968, M. Miéré (Jean-Jacques), agent technique des statistiques 2e échelon des cadres techniques de la République du Congo, en service à la direction du service national de la statistique, des études démographiques et économiques, est placé en position de détachement auprès du ministère du travail pour servir à la division de l'emploi et de la main d'œuvre de la direction générale du travail.

Le présent arrêté prendra effet pour compter du 1er mars 1968.

— Par arrêté nº 5660 du 26 décembre 1967, M. Moukouenza (Jean), agent spécial 3º échelon, indice local 420 des cadres de la catégorie C-II des services administratifs et financiers, précédemment en service au tribunal de 1º degré de Poto-Poto à Brazzaville, bénéficiaire d'un congé spécial d'expectative de retraite de six mois à Bétou, district de Dongou (Likouala), qui a atteint la limite d'âge est admis en application des dispositions des articles 4 et 5 (paragraphe 1), du décret nº 60-29 /FP du 4 février 1960, à faire valoir ses droits à une pension de retraite, à compter du 1er février 1968.

RECTIFICATIF Nº 602 /MT-DGT-DGAPE-3-6 du 21 février 1968 à l'arrêté nº 5514/MT-DGT-DGAPE-3-6 portant affectation de M. Youlou-Kouya (Honoré).

Au lieu de :

Art. 1er. — M. Youlou-Kouya (Honoré), administrateur de 2e échelon des cadres de la catégorie A, hiérarchie I des services administratifs et financiers, en service au secrétariat permanent de la commission nationale d'orientation scolaire et universitaire et de planification des effectifs de la fonction publique (CNOSUPEFP) à Brazzaville, est mis à la disposition du Président de la République, Chef de l'Etat, pour servir à la direction de la Marine Marchande à Pointe-Noire en complément d'effectif.

Art. 1er. (nouveau). - M. Youlou-Kouya (Honoré), administrateur 2º échelon des cadres de la catégorie A, hiérarchie I des services administratifs et financiers, en service au secrétariat permanent de la commission nationale d'orienau secretariat permanent de la commission nationale d'orien-tation scolaire et universitaire et de planification des effec-tifs de la fonction publique (CNOSUPEFP) à Brazzaville, est mis à la disposition du Pérsident de la République, Chef de l'Etat, pour servir auprès du délégué du Président de la République, chargé de l'Office National du Kouilou et de la Marine Marchande à Pointe-Noire, en complément d'ef-factif

(Le reste sans changement).

RECTIFICATIF Nº 614/MT-DGT-DGAPE-4-8 du 23 février 1968 à l'arrêlé nº 4321/MT-DGT-DGAPE du 19 septembre 1967 portant nomination des fonctionnaires de l'enseignement au grade de professeur de C.E.G. en ce qui concerne M. Bikindou (Eugène).

-000

Au lieu de :

M. Bikindou (Eugène), professeur de 2e échelon, indice local 730.

Lire :

M. Bikindou (Eugène), professeur de 3e échelon, indice local 810.

(Le reste sans changement).

MINISTERE DU COMMERCE

DÉCRET Nº 68-57 du 2 mars 1968, porlant nomination des membres du conseil d'administration de la Société Nationnale d'Energie (SNE).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur proposition du ministre du commerce, des affaires économiques, des statitiques et de l'industrie;

Vu la constitution du 8 décembre 1963;

Vu la loi nº 06-67 du 15 juin 1967 portant création de la Société Nationale d'Energie (SNE);

Vu le décret nº 67-238 du 18 août 1967 portant organisation et fonctionnement de la Société Nationale d'Energie;

Vu la loi nº 16-67 du 22 juin 1967 déterminant certaines règles d'administration et de gestion communes aux entreprises d'Etat;

Le conseil des ministres entendu,

DÉCRÈTE :

Art. 1er. — Sont nommés membres du conseil d'administration de la Société Nationale d'Energie(SNE):

Représentant le parti

MM. Malela (Gabriel); Biani (Joseph).

Représentant l'Assemblée nationale

MM. Mananga (René); Bouninga (André).

Représentant' le Gouvernement

MM. Ontsa-Ontsa (Jacques); Batola (François); Boulhoud (André); Capitaire (Raoul-Alfred).

Représentant la C.S.C.

MM. Douniama;
Batina;
Taty (Jean-Raymond);
Soukamy (Simon).

Art. 2. — Le président du conseil d'administration est désigné par le Gouvernement parmi les membres composant le conseil.

Art. 3. — Le présent décret qui prendra effet à compter de la date de signature sera publié au Journal officiel.

Fait à Brazzaville, le 2 mars 1968.

A. Massamba-Débat.

Par le Président de la République :

Le ministre des finances, du budget et des mines, Ed. Ebouka-Babackas.

Pour le ministre du commerce, des affaires économiques, des statistiques et de l'industrie :

Le ministre des travaux pupublics, des transports et des postes et télécommunications,

P. M'VOUAMA.

Le ministre du travail et de la justice, F.L. Macosso,

Le ministre des travaux pupublics des transports et des postes et télécommunications.

P. M'VOUAMA.

DECRET Nº 68-53 du 2 mars 1968, portant nomination des membres du conseil d'administration de la Société Nationale de Distribution d'Eau (SNDE).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur proposition du ministre du commerce, des affaires économiques, ces statistiques et de l'industrie;

Vu la constitution du 8 décembre 1963 ;

Vu la loi nº 06-67 du 15 juin 1967 portant création de la Société Nationale de Distribution d'Eau (SNDE);

Vu le décret nº 67-237 du 17 août 1967 portant organisation et fonctionnement de la Société Nationale de Distribution d'Eau (SNDE);

Vu la loi nº 16-67 du 22 juin 1967 déterminant certaines règ es d'administration et de gestion communes aux entreprises d'Etat;

Le conseil des ministres entendu,

DÉCRÈTE :

Art. 1er. — Sont nommés membres du conseil d'administration de la Société Nationale de Distribution d'Eau (SNDE):

Représentant le Parti

MM. Louhambanou (Olivier); Onzé (Eugène).

Représentant l'Assemblée nationale

MM. Mouandat-Zaoud; Ombetta (Edouard).

Représentant le Gouvernement

MM. Bakantsi (Albert);
Bongou (Léon);
Ondima;
Gomat (Georges).

Représentant la Confédération Syndicale Congolaise

MM. Ambarra (René);
Fouki (Timothée);
Bédi Gouala;
Balla (André-Rolli).

Art. 2. — Le président du conseil d'administration est désigné par le Gouvernement parmi les membres composant le conseil.

Art. 3. — Le présent décret qui prendra effet à compter de la date de signature sera publié au Journal officiel.

Fait à Brazzavill, le 2 mars 1968.

A. MASSAMBA-DÉBAT.

Par le Président de la République :

Pour le ministre du commerce, des affaires économiques, des statistiques et de l'industrie :

Le ministre des travaux publics, des transports et des postes et télécommunications,

P. M'VOUAMA.

Le ministre des finances, du budget et des mines Ed. EBOUKA-BABACKAS.

Le ministre des travaux publics, des transports et des postes et télécommunications,

P. M'VOUAMA.

Le ministre du travail et de la justice,
F.L. MACOSSO.

DÉCRET Nº 68-59 du 2 mars 1968, portant nomination d'un commissaire du Gouvernement auprès du conseil d'administration de la Société Nationale d'Energie (S.N.E.).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur proposition du ministre du commerce, des affaires économiques, des statistiques et de l'industrie;

Vu la constitution du 8 décembre 1963 ;

Vu la loi nº 6-67 du 15 juin 1967 portant création de la Société Nationale d'Energie (SNE) ;

Vu la loi nº 16-67 du 22 juin 1967 déterminant certaines règles d'administration et de gestion communes aux entreprises d'Etat;

Vu le décret nº 67-238 du 18 août 1967 portant organisation et fonctionnement de la Société Nationale d'Energie (SNE);

Le conseil des ministres entendu,

DÉCRÈTE :

Art. 1er. — Est nommé commissaire du Gouvernement auprès du conseil d'administration de la Société Nationale d'Energie (SNE) :

M. M'Bourra (Max-Alphonse), administrateur des services administratifs et financiers de 3° échelon en service au contrôle financier.

Art. 2. — M. M'Bourra (Max-Alphonse) sera chargé de suivre en détail la gestion financière de la Société Nationale d'Energie (SNE).

Il informera le Gouvernement par écrit de toutes ses constatations et attirera l'attention du directeur général sur les inégalités qu'il peut être amené à déceler.

Art. 3. — Le présent décret qui prendra effet à compter de la date de signature sera publié au Journal officiel.

Fait à Brazzaville, le 2 mars 1968.

A. Massamba-Débat'

Par le Président de la République : Pour le ministre du commerce, des affaires économiques des statatistiques et de l'industrie :

Le ministre des travaux publics, des transports et des postes et télécommunications,

P. M'VOUAMA.

Le ministre des finances, du budget et des mines, Ed. EBOUKA-BABACKAS.

Le ministre des travaux publics, des transports et des postes, et télécommunications,

P. M'VOUAMA.

Le ministre du travail et de la justice, F.L. Macosso.

ſ

DÉCRET Nº 68-60 du 2 mars 1968, portant nomination d'un commissaire du Gouvernement auprès du conseil d'administration de la Société Nationale de Distribution d'Eau (SN-DE).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur proposition du ministre du commerce, des affaires économiques des statistiques et de l'industrie ;

Vu la constitution du 8 décembre 1967;

Vu la loi nº 6-67 du 15 juin 1967 portant création de la Société Nationale de Distribution d'Eau (SNDE) ;

Vu le décret nº 67-237 du 17 août 1967 portant organisation et fonctionnement de la Société Nationale de Distribution d'Eau, notamment son article 25, titre XI;

Vu la loi nº 16-67 du 22 juin 1967 déterminant certaines règles d'administration et de gestion communes aux entreprises d'Etat;

Le conseil des ministres entendu,

DÉCRÊTE:

Art. 1er. — Est nommé commissaire du Gouvernement auprès du conseil d'administration de la Société Nationale de Distribution d'Eau (SNDE). M. Vouanzi (Joseph), inspecteur en service au trésor.

Art. 2. — M. Vouanzi (Joseph) sera chargé de suivre en détail, la gestion financière de la Société Nationale de Distribution d'Eau (SNDE).

Il informera le Gouvernement par écrit de toutes ses constatations et attirera l'attention du directeur général sur les inégalités qu'il peut être amener à déceler.

Art. 3. — Le présent décret qui prendra effet à compter de la date de signature sera publié au Journal officiel.

Fait à Brazzaville, le 2 mars 1968.

A. Massamba-Débat.

Par le Président de la République : Pour le ministre du commerce, des affaires économiques, des statistiques

et de l'industrie :

Le ministre des travaux publics,
des transports et des postes

et télécommunications, P. M'VOUAMA.

Le ministre des finances, du budget et des mines, Ed. EBOUKA-BABACKAS.

Le ministre des travaux publics, des transports et des postes et tèlécommunications,

P. M'VOUAMA.

Le ministre du travail, et de la justice, F.L. Macosso.

MINISTERE DES TRANSPORTS

Actes en abrégé

DIVERS

— Par arrêté nº 581 du 20 février 1963, sont autorisés à conduire dans les conditions prévues aux cécrets nº 62-279, les véhicules administratifs qui pourraient être mis à leur disposition pour les besoins de service :

M. Sithas-M'Boumba (Gaston), secrétaire général de la mairie de Pointe-Noire, titulaire du permis de conduire nº 7897, délivré le 30 octobre 1962 à Pointe-Noire.

M. Boutang (Jean), chef des services administratifs de l'Office National du Kouilou et de la Marine Marchande à Pointe-Noire, titulaire du permis de conduire n° 1417, délivré le 4 juillet 1967 à Pointe-Noire.

— Par arrêté nº 582 du 20 février 1968, sont suspendus à compter de la date de la notification aux intéressés du présent arrêté, les permis de conduire ci-dessous :

Pour une durée de deux ans

Permis de conduire nº 8854, délivré le 18 avril 1964 à Pointe-Noire au nom de M. Maganda (Jean-Pierre), préposé des douanes, demeurant quartier Matendé à Pointe-Noire, pour infraction aux articles 18 et 193 du code de la route : circulation à gauche et délit de fuite.

Permis de conduire n° 28768, délivré le 16 février 1965 à Brazzaville au nom de M. Bemba (Jean-Jacques), agent commercial à l'Africauto, demeurant 24, rue Jolly à Bacongo-Brazzaville, pour infraction à l'article 24 du code de la route : excès de vitesse.

Pour une durée d'un an

Permis de conduire nº 10377, délivré le 10 septembre 1966 à Pointe-Noire au nom de M. Bouwangadi (Ferdinand), gérant chez Net-Net, B.P. 2100 à Pointe-Noire, pour infraction à l'article 24 du code de la route : excès de vitesse.

Pour une durée de neuf mois

Permis de conduire nº 19134, délivré le 22 janvier 1960 à Brazzaville au nom de M. Kilébé (Joseph), chauffeur, demeurant à Mouyondzi-poste, pour infraction aux articles 18 et 24 du code de la route : circulation à gauche et excès de vitesse.

Pour une durée de six mois

Permis de conduire nº 24709, délivré le 5 décembre 1962 à Brazzaville au nom de M. Moussa, chauffeur aux travaux publics à Ouesso, y demeurant, pour infraction à l'article 24 du code de la route : excès de vitesse.

Permis de conduire nº 10286, délivré le 16 juillet 1966 à Pointe-Noire au nom de M. Goma (André), chauffeur, demeurant quartier de la Mosquée à Pointe-Noire, pour infraction à l'article 24 du code de la route : excès de vitesse.

Pour une durée de quatre mois

Permis de conduire n° 30884, délivré le 20 octobre 1966 à Brazzaville au nom de M. N'Souna (Marie-Joseph), dactylo-vendeur à l'Africauto, demeurant 16, rue N'Sana (Jean) a Makélékélé-Brazzaville, pour infraction aux articles 25 et 391 du code de la route : excès de vitesse et refus d'obtemperer.

Pour une durée de trois mois

Permis de conduire nº 696, délivré le 15 septembre 1952 à Dolisie au nom de M. Zandou (Dominique), chauffeur aux travaux publics à Dolisie, y demeurant, pour infraction à l'article 24 du code de la route : excès de vitesse.

Permis de conduire nº 127/ps, délivré le 17 avril 1967 par la préfecture de la Sangha au nom de M. Gabia (Richard), chauffeur à l'O.F.N.A.C.O.M. à Sembé, y demeurant, pour infraction à l'article 24 du code de la route : excès de vitesse

Permis de conduire nº 27449, délivré le 20 juillet 1964 à Brazzaville au nom de M. Olala (Antoine), chauffeur, demeurant 174, rue Makoko à Ouenzé-Brazzaville, pour infraction à l'article 24 du code de la route : excès de vitesse.

Pour une durée de deux mois

Permis de conduire nº 3170, délivré le 19 mars 1956 à Brazzaville au nom de M. Pouenga (Grégoire), mécanicien, demeurant à Intimité Bar à Pointe-Noire, pour infraction à l'article 43 du code de la route : non respect des règles de priorité.

Permis de conduire nº 9864, délivré le 16 octobre 1965 à Pointe-Noire au nom de M. N'Goma-Sikani (Basile), chauffeur, demeurant quartier N'Tié-N'Tié à Pointe-Noire, pour infraction à l'article 43 du code de la route : non respect des règles de priorité.

Permis de conduire n° 545, délivré le 10 décembre 1942 à Pointe-Noire au nom de M. Foukouta (André), chauffeur, demeurant quartier Bayaka à côté du marché à Pointe-Noire, pour infraction à l'article 43 du code de la route : non respect des règles de priorité.

Permis de conduire nº 4426, délivré le 10 septembre 1957 Pointe-Noire au nom de M. Loumingou (Camille), chauffeur à la Compagnie de Potasse du Congo à Pointe-Noire, pour infraction à l'article 43 du code de la route: non respect des règles de priorité.

Permis de conduire n° 8064, délivré le 26 janvier 1963 à Pointe-Noire au nom de M. Tchicaya Mangaphout, directeur commercial à la Compagnie Office des Bois à Pointe-Noire, pour infraction à l'article 43 du code de la route : non respect des règles de priorité.

Permis de conduire nº 9993, délivré le 8 janvier 1966 à Pointe-Noire au nom de M. Lamy (Georges), chauffeur, demeurant quartier N'Tié-N'Tié à Pointé-Noire, pour infraction à l'article 43 du code de la route : non respect des règles de priorité.

Permis de conduire nº 10105, délivré le 26 mars 1966 à Pointe-Noire au nom de M. Cerutti (Gérard), coiffeur près du Cinéma Pontinière (Larotomme), demeurant à l'immeuble des potasses à Pointe-Noire, pour infraction à l'article 43 du code de la route : non respect des règles de priorité.

Permis de conduire nº 9560, délivré le 10 avril 1965 à Pointe-Noire au nom de M. Vacherot (Jean), mécanicien à la Comilog à Pointe-Noire, pour infraction à l'article 43 du code de la route : non respect des règles de priorités.

Permis de conduire nº 1492, délivré le 10 novembre 1948 à Pointe-Noire au nom de M. Lélo (Simon), chauffeur, demeurant chez M. Tchitchellé (Stéphane) à Pointe-Noire, pour infraction à l'article 43 du code de la route : non respect des règles de priorité.

Permis de conduire n° 1752, délivré le 30 mai 1949 à Pointe-Noire au nom de M. Pambou (Fulbert), chauffeur, demeurant près du Sarma-Congo à Pointe-Noire, pour infraction à l'article 43 du code de la route : non respect des règles de priorité.

Permis de conduire n° 4971, délivré le 21 août 1958 à Pcinte-Noire au nom de Mme Zana (Cécile), comptable à la Chambre de Commerce à Pointe-Noire, pour infraction à l'article 43 du code de la route : non respect des règles de riorité.

Permis de conduire nº 604, délivré le 21 janvier 1944 à Pointe-Noire au nom de M. Sita (Samuel), chauffeur aux travaux du Port (CFCO), demeurant quartier N'Tié-N'Tié, face station SHELL, Avenue de la Révolution à Pointe-Noire, pour infraction à l'article 40 du code de la route : refus de priorité.

Pour une durée d'un mois

Permis de conduire n° 26882, délivré le 20 mars 1964 à Brazzaville au nom de M. N'Ganga (Joseph), chauffeur, demeurant 2, rue condorcet à Bacongo-Brazzaville, pour infraction à l'article 24 du code de la route : excès de vitesse.

Le commandant de la gendarmerie et le chef de la police locale sont chargés, chacun en ce qui le concerne de l'exécution du présent arrêté.

— Par arrêté nº 583 du 20 février 1968, est suspendu pour une durée de deux ans à compter de la date de la notification du présent arrêté à l'intéressé, le permis de conduire, nº 18582, délivré le 25 juin 1959 à Brazzaville au nom de M. Tokobé (Damien), chauffeur aux travaux publics à Ouesso, y demeurant, pour infraction aux articles 24, 58 et 193 du code de la route : excès de vitesse usage feux de route et conduite en état d'ivresse.

Le commandant de la gendarmerie et le chef de la police locale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

-000-

MINISTERE DE L'OFFICE DES POSTES ET TELECOMMUNICATIONS

DÉCRET Nº 68-64 du 4 mars 1968 modifiant et complétant certaines dispositions du décret nº 66-351 du 28 décembre 1966 portant création du comité de coordination des télécommunications du Congo.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Vu la constitution du 8 décembre 1963;

Vu l'instrument d'adhésion en date du 26 janvier 1963 autorisant la ratification de la Convention Internationaledes Télécommunications et du règlement des radiocommunications y annexé ;

Vu le décret nº 66-351 du 28 décembre 1966 portant création du comité de coordination des télécommunications de la République du Congo;

Le conseil des ministres entendu,

DÉCRÈTE :

Art. 1er. — Les dispositions de l'article 4, paragraphe 2, du décret nº 66-351 du 28 décembre 1966 sont modifiées et complétées comme suit :

« Les autres membres du comité sont désignés nommément par le ministre qu'ils représentent et qui leur délègue les pouvoirs nécessaires pour voter et signer légalement les actes finals des conférences et réunions du comité de coordination des télécommunications. Ces membres sont responsables devant ce ministre ».

Art. 2. — Avant leur entrée en fonctions les membres du comité de coordination prêtent serment devant le tribunal de grande instance de Brazzaville.

La formule du serment est la suivante :

« Je jure et permets de ne point révéler le secret des faits dont je pourrais prendre connaissance dans l'exercice de mes fonctions ».

Art. 3. — Les ministres de la justice, des postes et télécommunications, des affaires étrangères et de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au Journal officiel.

Fait à Brazzaville, le 4 mars 1968,

A. Massamba-Débat.

Par le Président de la République :

Le ministre des travaux publics, des transports et des postes et télécommunications,

> Le garde des sceaux, ministre de la justice et du travail,

> > F.L. MACOSSO.

Le ministre de l'intérieur,

M. BINDI.

Pour le ministre des affaires étrangères et de la coopération, chargé du tourisme, de l'aviation civile et de l'ASECNA:

> Le ministre de l'information, de la jeunesse et des sports, de l'éducation populaire, de la culture et des arts,

> > A. Hombessa.

-000

MINISTERE DES AFFAIRES ETRANGERES

DÉCRET Nº 68-62 du 4 mars 1968 portant nomination de M. Mouandza (Jonas) en qualité d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, Haut-représentant de la République du Congo auprès de la République française à Paris.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur proposition du ministre des affaires étrangères ; Vu la constitution ;

Vu le décret nº 66-92 du 2 mars 1966 portant organisation du ministère des affaires étrangères ;

Vu le décret nº 61-143 du 27 juin 1961 portant statut commun des cadres du personnel diplomatique et consulaire de la République du Congo ;

Vu les décrets n° 62-287, 62-412, 65-135, 65-136 et 66-28 des 8 septembre et 4 décembre 1962, 6 mai 1965 et 17 juin 1966 fixant la rémunération des agents diplomatiques et consulaires de la République du Congo à l'étranger;

Vu le décret nº 67-102 du 6 mai 1967 réorganisant les structures des Ambassades de la République du Congo à l'étranger ;

Vu le décret nº 64-312 du 23 septembre 1964 portant nomination de M. Mondjo (Nicolas), en qualité d'ambassadeur de la République du Congo auprès de la République française ;

Vu le décret nº 64-313 du 23 septembre 1964 portant nomination de M. Mouandza (Jonas) en qualité d'ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire aux USA et représentant permanent de la République du Congo auprès des Nations Unies ;

Vu l'ordonnance nº 64-6 du 15 février 1964 portant loi organique sur les conditions de nomination aux emplois civils et militaires, modifiée par la loi nº 27-65 du 24 juin 1965:

Vu le décret nº 68-15 du 12 janvier 1968 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Le conseil des ministres entendu,

DÉCRÈTE :

Art. 1er. — M. Mouandza (Jonas), inspecteur de l'enseignement primaire, précédemment représentant permanent de la République du Congo auprès de l'Organisation des Nationas Unies (ONU), est nommé ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, Haut-représentant de la République du Congo auprès de la République française à Paris, en remplacement de M. Mondjo (Nicolas) appelé à d'autres fonctions.

Art. 2. — Le ministre des affaires étrangères et de la coopération, chargé du tourisme, de l'aviation civile et de l'ASECNA, est chargé de l'exécution du présent décret qui annule toutes dispositions antérieures et sera publié au Journal officiel. Fait à Brazzaville, le 4 mars 1968.

A. Massamba-Débat.

Par le Président de la République :

Pour le ministre des affaires étrangères et de la coopération, chargé du tourimes, de l'aviation civile et de l'ASECNA:

> Le ministre de l'information chargé de l'intérim, A. Hombessa.

Le ministre des finances, du budget et des mines, Ed. EBOUKA-BABACKAS.

DÉCRET Nº 68-63 du 4 mars 1968, portant nomination de M. Zoniaba (Bernard), en qualité d'ambassadeur de la République du Congo en U.R.S.S. (Moscou).

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur proposition du ministre des affaires étrangères et de la coopération, chargé du tourisme, de l'aviation civile et de l'ASECNA;

Vu la constitution;

Vu le décret nº 66-92 du 2 mars 1966 portant organisation du ministère des affaires étrangères ;

Vu le décret nº 61-143 du 27 juin 1961 portent statut commun des cadres du personnel diplomatique et consulaire de la République du Congo;

Vu les décrets n° 62-287, 62-412, 65-135, 65-136 et 66-28 des 8 septembre et 4 décembre 1962, 6 mai 1965 et 17 juin 1966 fixant la rémunération des agents diplomatiques et consulaires de la République du Congo à l'étranger;

Vu le décret nº 67-102 du 6 mai 1967 réorganisant les structures des Ambassades de la République du Congo à l'étranger:

Vu le décret nº 65-117 du 15 avril 1965 portant nomination de M. Thauley Ganga (Abel) en qualite d'ambassadeur du Congo en U.R.S.S.;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète :

Art. 1er. — M. Zoniaba (Bernard), inspecteur de l'enseignement primaire, précédemment secrétaire général à la Présidence de la République, est nommé ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire de la République du Congo auprès de l'Union des Républiques Socialistes Soviétiques (U.R.S.S.) à Moscou.

Art. 2. — Le présent décret qui prendra effet à compter de la date de sa signature sera publié au Journal officiel.

Fait à Brazzaville, le 4 mars 1968.

A. Massamba-Débat.

Par le Président de la République :

Pour le ministre des affaires étrangères et de la coopération, chargé du tourisme, de l'aviation civile et de l'ASECNA:

Le ministre de l'information, chargé de l'inférim,

A. Hombessa.

Le ministre des firances, du budget et des mines, Ed. EBOUKA-BABACKAS.

MINISTERE DE L'INTERIEUR

Actes en abrégé

PERSONNEL

Abaissement d'échelon.

— Par arrêté nº 517 du 15 février 1968, M. M'Fouanani (Henri), gardien de la paix de 3º échelon des cadres de la catégorie D 2 de la police, est abaissé au 2º échelon de son grade.

 $L_{\rm ^{2}}$ présent arrêté prendra effet à compter de la date de notification à l'intéressé.

— Par arrêté nº 686 du 27 février 1968, est approuvée, la délibération nº 23-67 du 2 décembre 1967 de la délégation spéciale de la commune de Brazzaville portant adoption du budget primitif 1968.

Les recettes et les dépenses tant ordinaires qu'extraordinaires du budget primitif 1968 de la commune de Brazzaville sont arrêtées à 602 130 000 francs.

Délibération nº 23-67 du 2 décembre 1967, portant adoption du budget primitif 1968.

La délégation spéciale de la commune de Brazzaville

Vu la constitution du 8 décembre 1963;

Vu la loi municipale du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale et les textes subséquents ;

Vu les décrets nº 63-312 du 17 septembre et 63-369 du 19 novembre 1963 portant dissolution des conseil municipaux de Erazzaville, Pointe-Noire, Dolisie et nomination des délégations spéciales ;

Vu le procès-verbal de la délégation spéciale de la ville de Brazzaville réunie en session ordinaire du 2 au 4 décembre 1967 ;

Le Président de la délégation spéciale entendu,

A adopté :

les dispositions suivantes :

Art. 1er. — Les recettes et les dépenses tant ordinaires qu'extraordinaires du budget primitif 1968 de la commune de Brazzaville sont arrêtées à 602 130 000 francs.

 $\mbox{Art. 2.}$ — La présente délibération sera publiée au $\it Journal$ officiel.

Brazzaville, le 2 décembre 1967,

Le Président de la délégation spéciale, H.J. Mayordome. — Par arrêté nº 775 du 2 mars 1968, est approuvée, la délibération nº 25-67 du 2 décembre 1967 de la délégation spéciale de la commune de Brazzaville portant adoption du budget primitif 1968 de la Régie Municipale des Transports Brazzavillois.

Le budget 1968 de la Régie Municipale des Transports Brazzavillois est arrêté en recettes et en dépenses à la somme de 242 062 628 francs.

Délibération nº 25-67 du 2 décembre 1967, portant adoption du budget primitif 1968 de la Régie Municipale des Transports Brazzavillois.

La délégation spéciale de la commune de Brazzaville

Vu la constitution du 8 décembre 1963;

Vu la loi municipale du 5 avril 1884 sur l'organisation municipale et les textes subséquents ;

Vu les décrets n°s 63-312 du 17 septembre 1963 et 63-369 du 19 novembre 1963 portant dissolution des conseils municipaux de Brazzaville, Pointe-Noire, Dolisie et nomination des délégations spéciales ;

Vu le procès-verbal de la délégation spéciale de la ville de Brazzaville réunie en session ordinaire du 2 au 4 décembre 1967 ;

Le Président de la délégation spéciale entendu,

A ADOPTÉ

les dispositions suivantes :

Art. 1er. — Le budget 1968 de la Régie Municipale des Transports Brazzavillois est arrêté en recettes et en dépenses à la somme de 242 062 628 francs.

Art. 2. — La présente délibération sera publiée au Journal officiel.

Brazzaville, le 2 décembre 1967.

Le Président de la délégation spéciale, H.J. Mayordome.

NOTE DE PRESENTATION

Le projet de budget de la R.M.T.B. pour l'année 1968 a été arrêté en dépenses et en recettes à la somme de 242 062 628 francs, soit une augmentation très sensible de 100 932 628 francs sur l'exercice antérieur (41 %).

La différence provient du fait qu'en 1968 seront mis en exploitation chaque jours 16 autobus en moyenne, transportant pour des parcours complets 40 passagers au tarif de 40 francs et pour des parcours de section 35 passagers au tarif de 25 francs Chaque bus devra effectuer en moyenne 16 voyages par jour.

A noter également diverses recettes provenant des abonnements, des locations de bus, des affichages publicitaires ainsi que des travaux divers.

1º Recettes

En 1967, les prévisions avaient été calculées sur la base de 12 bus circulant par jour. Il est permis d'espérer qu'en 1968, le nombre de 16 bus sera dépassé. Actuellement deux spécialistes des Usines Berliet travaillent au garage de la R.M.T.B.. Tout en procédant à la remise en état des bus en panne, ces 2 spécialistes, sont en train de mettre en œuvre une réorganisation totale des structures de la R.M.T.B. pour garantir à cette Société la rentabilité et l'efficacité attendues du public brazzavillois.

Nous avons également envisagé l'augmentation du parc automobile actuel par l'achat de 10 nouveaux autobus. Le trafic devra être renforcé en 1968 pour atteindre les prévisions de 149 504 000 francs inscrits au chapitre 1-1.

Par ailleurs les abonnements seront plus importants en 1968. En effet, l'expérience a prouvé que les abonnés de la R.M. T. B. sont pour la plupart des élèves ou étudiants. La R.M.T.B. n'arrive jamais à transporter tous ces passagers étant donné le nombre réduit de ces bus et l'irrégularité du trafic. En 1968 les grands axes routièrs seront mieux dotés pour mieux assurer le transport public.

2º Dépenses

Les dépenses trouvent leur augmentation surtout dans le fait que la R.M.T.B. devra s'assurer un trafic soutenu, grâce à un parc automobile en bon état. En effet, à l'heure actuelle 12 bus sont sur câles, attendant d'être réparés.

Ces réparations, selon les rapports fournis par les 2 experts des Usines Berliet, seront évaluées à plus de 50 000 000 de francs, étant donné le montant des dépenses afférentes à l'achat des pièces de rechange. De plus la R.M.T.B. devra régler de nombreuses factures arriérées afférentes aux nombreuses réparations effectuées durant l'année 1967.

Ainsi en 1968 les dépenses relatives aux travaux, fournitures et services extérieurs ont été évaluées à 93 000 000 de francs, soit une augmentation de plus de 100% par rapport à l'année dernière. Les prévisions des dépenses de fonctionnement tiennent compte de l'agrandissement du parc automobile par l'achat de 10 nouveaux bus.

Durant l'année 1968, en plus des dépenses dues pour l'achat de 10 nouveaux autobus, le budget de la R.M.T.B. devra également s'acquitter de ses obligations vis-à-vis de la fiscalité. En effet, depuis sa création la R.M.T.B. ne s'est jamais acquittée de ses impôts. Aussi devra t-elle payer en 1967 plus de 3 000 000 de francs de patente pour les années de 1965 à 1968.

Enfin le budget de la R.M.T.B. devra prévoir une dotation aux amortissements des exercices antérieurs. En effet, pour assurer la liquidation des dépenses de l'exercice prochain, le budget de la R.M.T.B. devra prévoir un fonds de reserve alimenté également par les amortissements du matériel. A noter que, aucun budget n'avait prévu cette rubrique. Aussi en 1968 les prévisions pour les amortissements ont été évaluées à 12 365 337 francs.

Les objets prévus en 1968 ne pourront être atteints s'il n'est pas également procédé à la révision des tarifs actuels en vigueur, compte tenu de l'institution du nouveau système de trafic par correspondance.

Brazzaville, le 21 novembre 1967.

Total général

Le directeur de la R.M.T.B. Th. Boussambou.

BUDGET 1968

Recettes

SOMMAIRE	Prévision	Budget primitif	DIFFÉI	RENCE	
	1968	1967	en plus	en moins	
Chap. 1 er. — Ventes des tickels et cartes d'abonnement : Art. 1 er — Tickets parcours complet Art. 2. — Tickets de section Art. 3. — Cartes d'abonnement	149 504 000 81 760 000 6 000 000		81 760 000	_	
Total chapitre 1 er	237 264 000	136 400 000	100 864 000		
Chap. 2. — Recettes diverses: Art. 1 er. — Location bus Art. 2. — Amendes (fraudes) Art. 3. — Remboursement frais hospitalisation personnel Art. 4. — Affiches publicitaires (Agence Havas). Art. 5. — Recettes diverses, vente emballage et exécutions travaux de tiers	1007000	20 000 100 000	68 628	=	
Total chapitre 2	4 798 628	4 730 000	68 628		
Récapitulation recettes	242 062 628	141 130 000	100 932 628		

Justification des recettes			
Chap. 1 er. — Vente des tickets et cartes d'abonnement :			
Art. 1er. — Tickets parcours complet: $(40 \times 40 \text{ passagers} \times 16 \text{ bus} \times 16 \text{ voyages} \times 365 \text{ jours}$. Art. 2. — Tickets de section: $25 \times 35 \text{ passagers} \times 16 \text{ bus} \times 16 \text{ voyages} \times 365 \text{ jours}$. Art. 3. — Cartes d'abonnement.		504 760 000	000
Travailleurs (groupe A-1 et B-1). 2 000 000 Elèves (groupe A-2 et B-2) 4 000 000			
Chap. 2. — Recettes diverses:			
Art. 1er. — Location bus.	2	400	000
Tourisme			
Art. 2. — Amendes (Fraudes)	2	$\frac{100}{200}$	000 000 000 628
Total	242	062	628
RECAPITULATION RECETTE BUDGET 1968	State Coloresto		
Chap. 1er. — Ventes tickets et cartes d'abonnement Chap. 2. — Recettes diverses			000 628
Total général	242	062	628

BUDGET 1968 Dépenses

SOMMAIRE	Prévision	Budget	DIFFÉ	RENCE
	1968	1967	En plus	En moins
Chap. 1er. — Paiement du personnel et charges: Art. 1er. — Appointement personnel administratif. Art. 2. — Appointement personnel de trafic. Art. 3. — Appointement personnel de garage Art. 4. — Réaj istement salaires pour l'entrée à la Convention collective municipale. Art. 5. — Prime percepteur. Art. 6. — Prime billetage. Art. 7. — Transport et déplacement personnel. Art. 8. — Hospitalisation du personnel. Art. 9. — Habillement personnel Art. 10. — Participation patronale aux cotisations de la C.N.P.S. Art. 11. — Heures supplémentaires.	2 500 000 96 000 48 000 1 300 000 1 200 000 2 000 000 7 300 000	25 523 268 7 010 844 12 000 000 96 000 48 000		9 500 000 700 000
Total	60 882 715	59 262 956	11 819 759	10 200 000
Chap. 2. — Impôts el laxes : Art. 1 er. — Taxes et impôts directs Art. 2. — Taxes et impôts indirects	5 940 000 15 400 000	5 400 000 14 000 000	540 000 1 400 000	
Total	21 340 000	19 400 000	1 940 000	
Chap. 3. — Travaex fournitures et services extérieurs : Art. 1 er. — Entretien et réparations mobilier et matériel de bureau Art. 2. — Réparations véhicules de service. Art. 3. — Combustibles lubrifiants et carburants. Art. 4. — Pièces détachées et grosses réparations Art. 5. — Primes d'assurances Art. 6. — Eau et éclairage	100 000 3 000 000 18 000 000 62 177 062 10 000 000 500 000	150 000 600 000 15 000 000 18 500 000 6 150 000 250 000	2 400 000 3 000 000 43 677 062 3 850 000 250 000	50 000 — — — —
Total	93 777 062	40 650 000	53 177 062	50 000
Chap. 4. — Frais divers de gestions : Art. 1 ez. — Œuvres sociales et centre médical Art. 2. — Frais des journaux officiels Art. 3. — Fournitures des bureaux Art. 4. — Frais impressions tickets et cartes Art. 5. — Frais des P.T.T. Art. 6. — Frais sur les sessions du conseil d'exploit	2 000 000 10 000 700 000 2 000 000 400 000 60 000	1 500 000 10 000 1000 000 1 500 000 366 000	500 000 	300 000
Total	5 170 000	4 376 000	1 034 000	300 000
Chap. 5. — Immobilisations: Art. 1er. — Aménagement bureau, parc de correspondance et des ins tallations du garage Art. 2. — Outillage Art. 3. — Matériel auto-service Art. 4. — Mobilier et matériel de bureau Total	4 760 000 1 000 000 497 475 300 000 6 557 475	10 500 000 1 500 000 910 000 300 000	=======================================	5 740 000 500 000 412 525 6 652 525
Chap. 6. — Effets à payer: Art. I er. — Traites sur les 10 nouveaux autobus et sur l'assistance technique	20 000 000	3 856 666	16 143 334	
Tofal	20 000 000	3 856 666	16 143 334	
Chap. 7. — Régularisations: Art. 1er. — Dépenses imprévues et de l'exercice clos	22 000 000 12 335 376	374 378 —	21 625 622 12 335 376	_
Total	34 335 376	374 378	33 960 998	- 1
Récapitulations dépenses	242 062 628	141 130 000	118 075 153	17 202 525

Arrêté le budget primitif 1968 de la Régie municipale des transports Brazzavillois, en recettes et en dépenses à la somme de : Deux cent quarante deux millions soixante deux mille six cent vingt huit francs.

Brazzaville, le 2 décembre 1967.

Approuvé sous le nº

Brazzaville, le

Le ministre de l'intérieur, A. Hembessa.

Le maire, Président de la délégation spéciale,

H. J. MAYORDOME.

CHAPITRE 1-1

Justification des dépenses

PERSONNEL ADMINISTRATIF

Noms et prénoms	Grade et lonction	Indice	Situa tion .de famille	Rémuné- ration annuelle	Indemni- té de suggestion	Mutuelle	Alloca- tions familles	Tot	al
Poste à pourvoir. Mavoungou (Jean-Jacques) Mayama (Marcel) Missoundou (Joseph) Bakouloukila (Jacques) Bakala (Jérôme) N'Kou (Jacques) Inoko (Daniel) Mabanza (Philippe) N'Koué (Pauline). Bakekolo (Léonie) Kinkoulou (Véronique) N'Kounkou (Samuel) Koubakabouna (François) Moukouyou (Antoine)	comptable	370 370 170 160 150 140 140 110 110 110 60	C. 1 Marié C. Mariée C. Mariée C. Mari	765 996 492 996 479 676 232 992 219 996 207 000 193 992 193 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992	96 000		65 040 20 400 — — — — — —	588 500 304 219 207 193 193 154 154 154 154 90	996 996 992 992 992 992 992 992 992 992
Majoration de 5 %				3 806 592	324 000		85 440	4 215 210	032 801
				192				4 426	833

$\begin{array}{c} {\rm CHAPITRE} \; 1 \; - \; 2 \\ {\rm PERSONNEL} \; \; {\rm DE} \; \; {\rm TRAFIC} \;\; . \end{array}$

Noms et prénoms	Grade et fonction	Indice	Situa- tion de famille	Rémuné- ration annuelle	Indemni- té compensa- trice	Mutuelle	Autres Indem- nités	Total
Boukandji (Albert) Loùlendo (Paul) Madiéta (Alphonse) Youlou (Albert) N'Goma (Victor) Kalakassa (Dominique) N'Tsatouankazi (Jean-Marie) Diata (Moïse) N'Tsientsié (Simon) N'Guié (Pascal) Biyelekessa (Patrice) Mabiala (Antoine) Massamba (Dominique) Samba (Adolphe) Sindika (Alphonse) M'Boungou (Lazare) Banzouzi (Pierre) Onga (Justin-Claude) Bolembe (Firmin) Akora (Gabriel) Dilou (Albert) M'Bo (Joseph) Adzou (Clément) Biantendo (Joseph) Douniama (François) Gatsé (André) Loussombo (Félix) Mabanza (Marc) Makouanza (Bernard) M'Bani (Alphonse) Mienandi (Robert) Miadouka (Pascal) Moupandélé (Simon) Batsimba (Jules) Moudi-ko (Gabriel) Oba (Jean) N'Guiambo (Hervé) Dziémi (Jean) N'Tsana (André) Obellé (Jean-Claude) Tounga (Ignace) Batouala (Adolphe) Missamou (Honoré)	Encaisseur Encaisseur Encaisseur	160 190 190 190 190 190 160 150 140 140 140 140 140 140 140 140 140 14	Mar. —	402 000 402 000 219 996 258 996 258 996 258 996 258 996 258 996 258 996 258 996 219 996 207 000 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992				402 000 402 000 219 996 258 996 258 996 258 996 258 996 258 996 258 996 258 996 258 996 219 996 207 000 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992 193 992

Noms et prenoms	Grade et fonction	Indice Situa- tion de famille	ration	Indemni- té compensa- trice	Mutuelle	Autres Indemnités	Total
Makangou (David) Biabelś (André) M'Voubi (Adolphe) Antsion (Bernard) Malanda (Augusta) Missié (André) Mary (Fidèle) Matouika (Raphaël) N'Kouka (Fidèle) Makela (Joseph) Okofa (Fidèle) Elion (Zéphyrin) Bikassissa (David) Tsiakaka (Propser) Mangodet (Marcel) Ossibi (Gommaire) Boziti (Delphin) N'Kouka (Victor) M'Foukou (Boniface) Filankambo (Grégoire) N'Doki (Abraham) Minda (Simon) N'Ganguia (Jean) M'Boukadia (Alfred) Loko (Eugène) Liwata (Paul) Dzika (Honoré) Likibi Gilbert) Makouangou (Nestor) Mandangui (Ferdinand) M'Bila (Urbain) M'Vila (Pierre) N'Koua (Gaston) Madzou (Jean-Fabien) Dimonékéné (Joseph) Kombo (Gabriel) Likibi Barnabé) N'Doudi (Jean) Mandaka (Fidèle) Sonsa (Gabriel) Bakabana (Benott) Mandaka (Fidèle) Sonsa (Gabriel) Bakabana (Benott) Mandaka (Fidèle) Sonsa (Gabriel) Bakabana (Benott) Mandaka (Fidèle) Mandaka (Fidèle) Sonsa (Gabriel) Bakabana (Benott) Mandaka (Fidèle) Sonsa (Gabriel) Bakabana (Benott) Malatou (Gaston) Mampassi (Fidèle) Mayoukou (Daniel) Milandou (Etienne) Mozinga (Bernard) N'Sola (Michel) N'Sola (Michel) N'Sola (Marcel) Sella (Dominique) N'Sala (Michel) N'Sola (Marcel) Sella (Dominique) N'Sol (Albert) N'So (Albert) N'So (Albert) Sal (Antoine) Bakekolo (Maurice) Zoubabela (Côme) Malonga (Félix) à recruter	chauffeur	110 C. 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110 110	154 992 154 996 180 99			60 000 60 000	1 252 111
Primes	de rendement e	Majoration encaisseurs 1,50	! 5% %	· · · · · · · · · · · · · · · · · · ·	 		26 : 94 335 3 5°6 971 29 821 306

Nom et prénoms	Grade et fonction	Indice	Situa- tion de famille	Rémuné- ration annuel e	Indem- nité compen- satrice	Mutuelle	Autre indem- nités	Total
Bery (Pierre) Brandao (Manuel) Foutika (Gaston) Samba Diadaya Miafouna (Paul) Ambarra (Adolphe) Makiza (Victor) Malouona (Léonard) Bimbou (Gabriel) Bavouidinsi (Firmin) N'Dalla (Aaron) Moukassa (Antoine) Bouandzobo (Michel) Mafoua (Maurice) Mounkala (Simon) Gouandoumou (Jérôme) Banzouzi (André) N'Goko (Antoine) Makosso (Jean-Patrice) M'Bakoulou (Maurice) N'Zelo (Faustin) Moanda (Michel) Loko (Joseph) Dodzé (Philippe) Simato (Gaston) Likibi (Gabriel) Foundou (André) Makosso (Jean-Louis) Youlou (Antoine) Mietouhangana (Sylvain) N'Gouolali N'Goma (Daniel) Gampaka (Albert) N'Kadi (Guillaume) N'Galion (Jacques) Boyaka (Thomas) Jamba (Joseph) Mahoukou (Prosper) Mapanga (Nestor) Massamba (Cyprien) Mankoula (Albert) N'Goulounkouo (Emmanuel) Loukondo (Jacques) Boungou (Aloïse) Mabanza (Alphonse) Dekienguet (Yves) Loukondo (Jacques) Boungou (Aloïse) Mabanza (Alphonse) Dekienguet (Yves) Loukondo (Jacques) Boungou (Aloïse) Mabanza (Alphonse) Dekienguet (Yves) Loukondo (Joseph) Deloundoumatemi (Math.) Bissambou (Thomas) Lecruter I mécanicien motoriste Lecruter I mécanicien spécialisé en boîtes de vitesse Total annuel	Mécanicien Electricien Rechapeur Magasinier Chauffeur Manœuvre Contre-M.	410 410 250 250 250 250 230	C.C.C. a.C. C.C.C.C.C.C.C.M.C.C.C.C.M.M.C.C.M.C.C.C.C.C.C.C.C.C.C.C.C.C.C.C.C.C.C.C.C	544 992 544 992 544 992 336 996 336 996 336 996 330 992 193 992 193 992 193 992 193 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 992 154 99			60 000 60 000 60 000 60 000	544 992 544 992 544 992 335 996 336 996 336 996 336 996 330 992 193 992 180 996 180 996 180 992 154 992 258 992 240 996 214 992 214 992 214 992 214 992 214 992 214 992 214 992 214 992 214 992 216 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992 76 992
Tom mandot	Majo	ration 5	%	0 007 002				C 675 692 532 884 I 190 576
rt. 4. — Réajustement salaires par si lective municipale	l × 12) rais de stage					48 1 300 1 200 2 000	000 000 000 000	
rt. 8. — Hospitalisation du personne rt. 9. — Habillement personnel	x cotisations de	la C.N.	P.S			1 000	000	0 882 715

Chap. 3. — Travaux fournitures et services extérieurs	
Art. 1 sr. — Entretien et réparations mobilier et matériel des bureaux. 100 000 Art. 2. — Réparations véhicules de service. 3 000 000 Art. 3. — Combustible Lubrifiants et Carburants. 18 000 000 Art. 4. — Pièces détachées et grosses réparations bus 62 177 062 Art. 5. — Assurances autobus et véhicules de service 10 000 000 Assurances autobus et véhicules de service. 6 000 000 Assurances incendie. 200 000	
Assurances du nouveau parc automobile 3 800 000 Art. 6. — Eau et éclairage. 500 000 S.N.D.E. 300 000 S.N.E. 200 000	(a)
Chap. 4. — Frais divers de gestion :	93 777 062
Art. 1 er. — Œuvres sociales et centre médical	(es ²
Art. 2. — Frais des Journaux officiels 10 000 Art. 3. — Fournitures des bureaux 700 000 Art. 4. — Frais impression tickets et cartes. 2 000 000 Art. 5. — Frais des P.T.T. 400 000 Affranchissements 10 000	z ^{ac}
Téléphone et télégramme	5 170 000
Chap. 5. — Immbolisation: Art. 1 er. — Constructions	
Art. 2. — Cutillage des ateliers	6 557 475
Chap. 6. — Effets à payer:	
Art. 1 er. — Traites sur nouveau autobus	20 000 000
Chap. 7. — Régularisations :	
Art. 1 er. — Dépenses imprévues et de l'exercice clos	34 335 376
Total général	242 062 628
CONTROL OF THE CONTRO	242 002 020
RECAPITULATION DEPENSES BUDGET 1968	60 882 715
Chap. 1er. — Personnel et charges Chap. 2. — Impôts et Taxes Chap. 3. — Travaux fournitures et services extérieurs Chap. 4. — Frais divers de gestions Chap. 5. — Immobilisations. Chap. 6. — Effets à payer Chap. 7. — Régularisations	21 340 000 93 777 062 5 170 000 6 557 475 20 000 000
Montant total des dépenses	242 062 628
v v	

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE

DÉCRET Nº 68-72 du 11 mars 1968, rendant exéculoire la délibération nº 4-66 en date du 24 août 1967 du conseil d'administration de l'Hôpital général de Brazzaville.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur le rapport du ministre de la santé publique et des affaires sociales ;

Vu la constitution;

Vu le décret nº 59-166 du 20 août 1959 portant orgnisation de l'Hôpital général sous forme d'établissement public autonome ;

Vu la délibération nº 4-66 du 24 août 1967 du conseil d'administration de l'Hôpital général instituant une indemnité de sujétions particulières ;

Le conseil des ministres entendu,

DÉCRÈTE :

Art. 1er. — Est rendu exécutoire la délibération nº 4-66 en date du 24 août 1967 du conseil d'administration de l'Hôpital général de Brazzaville ci-jointe.

Art. 2. — Le présent décret qui prendra effet à compter du 1er janvier 1966, en ce qui concerne l'article 1er et du 1er janvier 1968, en ce qui concerne l'article 2 de la délibération susvisée, sera publié au Journal officiel.

Brazzaville, le 11 mars 1968.

A. MASSAMBA-DÉBAT.

Par le Président de la République :

Le ministre des finances du budget et des mines,

Ed. EBOUKA-BABACKAS.

Le ministre de la santé publique et des affaires sociales,

J. Bouiti.

Délibération nº 4-66, envisageant certaines réalisations au cours de l'exercice 1966 par l'Hôpital général de Brazza-ville et accordant le bénéfice de l'indemnité de sujétions particulières instituée par décret nº 64-96 du 10 mars 1964.

Le Conseil d'Administration de l'Hôpital général de Brazzaville délibérant conformément aux dispositions des articles 3, 5 et 17 du décret nº 59-166 du 20 août 1959 ;

En sa séance du 20 janvier 1966,

A ADOPTÉ

les dispositions dont la teneur suit :

Art. 1er. — Il est envisagé au cours de l'exercice 1966 la réalisation des projets ci-après :

Assainissement de l'Hôpital ;

Recrutement de médecins des pays amis ; Aménagement du service de neuro-psychiatrie ; Construction de la maternité et pédiatrie ;

Recrutement d'un chef de service du personnel ; Recrutement de personnel soignant qualifié.

Art. 2. — Le bénéfice de l'indemnité de sujétions particulières instituée par le décret nº 64-96 du 10 mars 1964 est accordé à certains agents en service à l'Hôpital général de Brazzaville, à savoir :

L'économe ;

Le caissier, chef du bureau des entrées ; Le chef du bureau de la solde ;

Le chef du bureau des fonds.

Art. 3. - Le directeur de l'Hôpital général de Brazzaville est chargé de l'exécution de la présente délibération qui prendra effet le 1er janvier 1966.

Brazzaville, le 24 août 1967.

Le ministre de la Santé publique, de la population et des affaires sociales président du conseil d'administration,

S. GOKANA.

MINISTERE DE LA POPULATION ET DES AFFAIRES SOCIALES

Actes en abrégé

PERSONNEL

Promotion.

— Par arrêté nº 770 du 1er mars 1968, sont promues au 2e échelon au titre de l'année 1967, les assistantes sociales des cadres du service social de la catégorie B, hiérarchie II de la République du Congo dont les noms suivent :

Pour compter du 1er avril.1968;

Mmes Fila née Meza (Berthe), Niangoula née N'Zenzè (Jeanne),

Le présent arrêté prendra effet tant au point de vue de la solde que de l'ancienneté, pour compter des dates sus-indiquées.

MINISTERE DES EAUX ET FORETS

-000-

DECRET Nº 68-71 du 11 mars 1968, portant création et désignation des membres du comité consultatif du Centre Forestier de Formation Professionnelle et de Démonstration de Mossendjo.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE,

Sur proposition du secrétaire d'Etat à la Présidence, chargé de l'agriculture, de l'élevage et des eaux et forêts ;

Vu la constitution du 8 décembre 1963 de la République du Congo ;

Vu le décret nº 68-15 du 12 janvier 1968 portant nomination des membres du Gouvernement ;

Vu l'accord signé le 9 novembre 1961, par le Gouvernement du Congo-Brazzaville et le Fonds spécial des Nations Unies pour le développement ;

Vu le projet no ws-54330 du programme des Nations Unies pour le développement ;

Le conseil des ministres entendu,

Décrète :

 Il est créé un comité consultatif du Centre Forestier de Formation Professionnelle et de Démonstration de Mossendjo.

Ce comité est ainsi composé :

Le secrétaire d'Etat à la Présidence, chargé de l'agriculture, de l'elevage et des eaux et forêts.

Membres :

Le ministre du plan ou son représentant ; Le ministre de l'éducation nationale ou son représentant ; Un représentant des industries forestières ; Le co-directeur du projet ;

Le représentant résident chargé du programme des Na-tionas Unies pour le développement au Congo ou son représentant

Le directeur général des services agricoles et zootech-

niques ; Le directeur des eaux et forêts ; Le directeur de l'office des bois

Le directeur de l'office national des forêts.

Art. 2. — Le directeur du projet est chargé des fonctions de secrétaire du comité.

Art. 3. — Le présent décret qui prendra effet à compter de sa date de signature, sera publié au Journal officiel.

Fait à Brazzaville, le 11 mars 1968.

A. Massamba-Débat.

Par le Président de la République :

Le ministre d'Etat, chargé du plan,

D. Ch. GANAO.

Le ministre de l'éducation nationale,

L. MAKANY:

Le secrétire d'Etat à la Présidence chargé de l'agriculture de l'élevage et des eaux et forêts,

S. Bongho-Nouarra.

RECTIFICATIF Nº 539 /BB-28-04 du 15 février 1968 à l'arrêté nº 2157 /BB-28-04 du 17 mai 1967 portant institution du brevet d'études moyennes techniques (B.E.M.T.) options agricole.

Au lieu de :

Art. 5. — Epreuves de la première session du B.E.M.T. : Ces épreuves uniquement écrites sont les suivantes :

Français:

a) Une dictée : d'un texte de 20 lignes environ, suivie de trois questions portant sur l'intelligence du texte (sens des mots et grammaire) ; coefficient :

pour la dictée

1 pour les questions.

Il est accordé 4 minutes aux candidats pour répondre aux questions

b) Une composition française : sur un sujet indépendant du texte de la dictée.

Durée de l'épreuve : 2 heures, coefficient 3.

Mathématiques :

Solution raisonnée de deux problèmes : l'un d'arithmétique ou d'algèbre, l'autre de géomètrie

Durée de l'épreuve : 2 heures, coefficient : 2.

Sciences : Deux épreuves :

a) Une question de cours de physique et un problème de chimie ou une question de cours de chimie et un problème

Durée totale: 1 h 30, coefficient: 2.

b) Une composition portant sur les sciences naturelles. Un croquis sera obligatoirement demandé aux candidats. Durée: 1 h 30, coefficient: 1.

Histoire et géographie :

Cette épreuve comporte :

a) Une composition d'histoire;

b) Une composition de géographie qui sera obligatoirement accompagnée d'un croquis ou d'une carte.

Durée totale de l'épreuve : 2 heures ; coefficient :

1 pour l'histoire ;

I pour la géographie.

Agriculture : L'épreuve d'agriculture comporte deux parties :

a) L'agriculture générale ; coefficient : 2 ;

b) L'agriculture spéciale : coefficient : 2.

Durée : 2 heures.

Elevage : L'épreuve d'élevage comporte deux parties :

a) Principes généraux de zootechnique : coefficient : 2

b) Zootechnique spéciale : coefficient : 2.

Durée: 2 heures.

Machinisme agricole: L'épreuve du machinisme comporte:

Un croquis obligatoire;

Une question de cours

Durée; 2 heures : coefficient : 2.

Economie rurale : L'épreuve d'économie rurale comporte :

a) Une question sur la coopération ; coefficient ; 2;

b) Une question sur la comptabilité et gestion, coefficient: 2;

Durée de l'épreuve : 2 heures.

Art. 6. — La valeur de chaque épreuve est exprimée par une note variant de 0 à 20 à laquelle est attribue un coefficient indiqué à l'article 5 du présent arrêté.

La note de 0 éliminatoire aux épreuves écrites et implique l'ajournement à la session de juin de l'année sulvacte. Bien que dictée et question ne constituent qu'une seule épreuve, le 0 à l'une ou aux autres est également éliminatoire. (Après in the fire court for the delibération du jury).

Art. 7. — Admission:

Sont déclarés admis les candidats qui ont obtenu un total de notes au moins égal à 280 points. Les candidats qui ont obtenu un total de points inférieurs à 280 peuvent être déclarés admis, par délibération spéciale du jury, fondée sur l'étude approfondié du livret scolaire.

Art. 8. - Seconde session du B.E.M.T. :

Tout candidat qui n'est pas déclaré admis à la première session, mais a cependant obtenu un nombre de points au moins égale à 196, soit une moyenne de 7 sur 20 est autorisé à se présence à la session ou session orale et protique. Cette autorise de la contraint de la con pratique. Cette autorisation n'est valable que pour l'année

Ces épreuves sont uniquement orales et pratiques. 1º est accordé à chaque candidat 10 minutes pour préparer sa réponse.

Français: Les épreuves de français donnent-lieu & Z-interrogations distinctes ::

a) La première interrogation consiste en une explication de texte précédé d'une lecture à haute voix ; conflictent : 2 ;

Durée: 10 minutes.

b) La seconde épreuve porte, sur des questions de grammaire et vocabulaire ;Coefficient : 2;

Les épreuves techniques donnent lieu à 2 interregations distinctes:

1: 21

a) La première porte soit sur l'agriculture générale ou spéciale ; zootechnie générale ou spéciale ; machinisme agricole ou économie rurale.

Durée: 10 minutes: coefficient: 2

b) La seconde porte sur la démonstration pratique de certaines méthodes culturales : différentes tailles d'un arbre (caféier, agrume), greffage, labour tracté, mécanique agricole, mélange d'engrais, emploi et entretien des engins de lutte phytosanitaire, description et classification des semoirs, etc...

Durée: 10 minutes, coefficient: 2.

Art. 10. — Admission au B.E.M.T.:

Est déclaré admis à l'issue de cet examen oral et pratique tout candidat dont le total des notes est au moins égal à 160 pour l'ensemble des épreuves de cet examen.

La note 0 est éliminatoire si elle est maintenue après délibération du jury.

Un candidat dont le total des points obtenus aux interrogations orales est inférieur à 160 peut être admis après délibération spéciale du jury sur le vu de son livret scolaire.

Art. 5. (nouveau). - Epreuves de la première session du B.E.M.T. :

Ces épreuves uniquement écrites sont les suivantes :

Français .: ..

a) Une dictée : d'un texte de 20 lignes environ, suivie de trois questions portant sur l'intelligence du texte (sens des mots et grammaire) : coefficient :

1 pour la dictée ;

I pour les questions.

b) Une composition française:

Durée de l'épreuve : 2 heures coefficient : 2.

Mathématiques :

Solution raisonnée de deux problèmes : l'un d'arithmétique ou d'algèbre, l'autre de géomètrie.

Durée de l'épreuve : 2' heures

Coefficient ; 3

Sciences : Deux épreuves :

a) Une question de cours de physique et un problème de chimie ou une question de cours de chimie et un problème de physique.

Durés totale: 2 heures; coefficient: 1; Questions de cours; coefficient 1; Problème; coefficient 2.

b) Une composition portant sur les sciences naturelles.

Un croquis sera obligatoirement demandé jaux candidats Durée : 2 heures.

Croquis, coefficient: 1;

Question, coefficient; 2

· · · Histoire et géographie : · · · ·

Cette épreuve comporte :

a). Une composition d'histoire ; . ..

b). Une composition de géographie qui sera obligatoirement accompagnée d'un croquis ou d'une carte.

Durée totale de l'épreuve : 2 heures; coefficients

I pour l'histoire ;

1 pour la géographie.

Agriculture :

L'epreuve d'agriculture comporte deux parties :

'a) L'agriculture générale; coefficient : 2 ..

b) L'agriculture spéciale; coefficient : 2.

Durée : 3 heures

Elevage : ...

L'apreuve d'élevage comporte deux parties :

restante

a) Zootechnie générale; coefficient : 2.

b) Zootechnie spéciale; coefficient : 2.

. . . .

Durée: 3 heures .

Machinisme agricole :

L'épreuve du machinisme agricole comporte :

Un croquis obligatoire;

Une question de cours.

Durée: 2 heures; coefficient: 2.

Economie rurale :

L'épreuve d'économie rurale ; coefficient : 2 .

Durée: 2 heures.

Art. 6. (nouveau). — La valeur de chaque épreuve est exprimée par une note variant de 0 à 20, à laquelle est attribué un coefficient indiqué à l'article 5 du présent arrêté.

La note 0 est éliminatoire aux épreuves écrites et implique l'ajournement à la session de juin de l'année suivante. Bien que dictée et question ne constituent qu'une seule épreuve, le 0 à l'une ou aux autres est également éliminatoire. (Après délibération du jury).

Art. 7. (nouveau). — Admission. Sont déclarés admis les candidats qui ont obtenu un total de notes au moins égal à 270 points. Les candidatx qui ont obtenu un total de points inférieur à 270 peuvent être déclarés admis, par délibération spéciale du jury, fondée sur l'étude approfondie du livret scolaire.

Art. 8. (nouveau). — Seconde session du B.E.M.T:

Tout candidat qui n'est pas déclaré admis à la première session, mais a cependant obtenu un nombre de points au moins égal à 196, soit une moyenne de 7 sur 20 est autorisé à se présenter à la seconde session ou session orale et pratique. Cette autorisation n'est valable que pour l'année en cours.

Art. 9. (nouveau). - Epreuves de la seconde session :

Ces épreuves sont uniquement orales et pratiques. Il est accordé à chaque candidat 10 minutes pour préparer sa réponse.

Français: Les épreuves de français donnent lieu à 2 interrogations distinctes:

a) La première interrogation de texte précédé d'une lecture à haute voix; coefficient: 1

Durée: 10 minutes.

b) La seconde épreuve porte sur des questions de grammaire et de vocabulaire; coefficient : 1.

Durée: 10 minutes.

Les épreuves techniques donnent lieu à 2 interrogations distinctes :

a) La première porte, soit sur l'agriculture générale ou spéciale ; zootechnique générale ou spéciale ; machinisme agricole ou économie rurale.

Durée: 10 minutes; coefficient: 1.

b) La seconde porte soit sur la démonstration pratique de certaines méthodes culturales; labour tracté, mécanique agricole, mélange d'engrais, emploi et entretien des engins de lutte phytosanitaire, description et classification des semoirs, etc...

Art. 10. (nouveau): - Admission au B.E.M.T.

Est déclaré admis à l'issue de cet examen oral et pratique tout, candidat dont le total des notes est au moins égal à 60 pour l'ensemble des épreuves de cet examen.

La note 0 est éliminatoire si elle est maintenue après délibération du jury.

Un candidat dont le total des points obtenus aux interrogations orale et inférieure à 60 peut être admis après délibération spéciale du jury sur le vu de son livret scolaire.

Le présent rectificatif sera publié au Journal officiel.

Propriété Minière, Forêts, Domaines et Conservation de la Propriété foncière Les plans et cahiers des charges des concessions minières, forestières, urbaines et rurales en cours de demande ou d'attribution et faisant l'objet d'insertion au journal officiel sont tenus à la disposition du public dans les bureaux des services intéressés du Gouvernement de la République du Congo ou des virconscriptions administratives (régions et districts).

SERVICE DES MINES

AGRÉMENT A LA FABRICATION D'OUVRAGE D'OR

— Par arrêté nº 683/мгвм-м du 27 février 1968, M. N'Kaoua (Philippe), demeurant 28, rue Lamy à Bacongo, Brazzaville et M. M'Bani (Eugène) demeurant 86 rue Mouléké à Ouenzé, Brazzaville sont agréés pour se livrer à la fabrication d'ouvrages d'or en vue de la vente aux lieux et sous l'apposition du poinçon individuel numéro:

RC - 54 pour M. N'Kaoua (Philippe);

RC - 55 pour M. M'Bani (Eugène).

SERVICE FORESTIER

Demandes

PERMIS TEMPORAIRE D'EXPLOITATION

— Par lettre en date du 8 février 1968, M. De Noyette, titulaire d'un droit de coupe de 3e catégorie acquis aux adjudications du 16 décembre 1967, demande l'attribution dun permis temporaire d'exploitation de 10 000 hectares en 5 lots situés dans le district de M'Vouti et qui se définissent ainsi:

Lot no 1: Rectangle ABCD de 7 000 m × 4 000, soit 2 800 bectares

Ce point d'origine O sur le côté AB se confond avec le sommet D de la réserve Loukéné-Magny (arrêté 2760 du 4 novembre 1955).

Le sommet A est à 1,600 km de O suivant un orientement de 61 grs;

Le sommet B est à 2,400 km de O suivant un orientement de 261 grs.

Le rectangle se construit au Nord-Est de AB.

Les lots nº 2, 3, 4 et 5 ont tous le même point d'origine O qui est le confluent des rivières Lokolo et Loukoula.

Lot nº 2: Polygone rectangle de 6 côtés, ABCDEF couvrant 2 800 hectares.

Le sommet A est 5 kilomètres de O suivant un orientement géographique de 289 50 gr ;

Le sommet B est à 4,200 km de A suivant un orientement de 212 gr;

Le sommet C est à 5 kilomètres de B suivant un orientement de 312 gr;

Le sommet D est à 6,200 km de C suivant un orientement de 12 gr;

Le sommet E est à 3,500 km de D suivant un orientement de 112 gr;

Le sommet F est à 2 kilomètres de E suivant un orientement de 212 gr.

Lot no 3: Rectangle ABCD de 272 m × 6250 m, soit I700

Le sommet A est à 12 kilomètres de O suivant un orientement de 228 gr;

Le sommet B est à 2,720 km de A suivant un orientement de 11,50 gr.

Le rectangle se construit à l'Ouest de AB.

110

Lot n^{o} 4 : Rectangle ABCD de 200 \times 5 000, soit 1 000 hectares.

Le sommet A est à 4 kilomètres de O suivant un orientement de 203 gr;

Le sommet B est à 5 kilomètres de A suivant un orientement de 83 gr.

Le rectangle se construit au Sud de AB.

Lot no 5: Rectangle ABCD de 6 250 × 2720 soit 1 700 hectares

Le sommet A est à 12 kilomètres de O suivant un orientement de 228 gr, il se confond avec le sommet A du lot nº 3;

Le sommet B est à $6,250~\mathrm{km}$ de A suivant un orientement de $272~\mathrm{gr}$.

Le rectangle se construit au Nord-Est de AB.

Les oppositions ou réclamations seront reçues, dans un célai de deux mois à compter de ce jour au bureau de l'inspection forestière du Kouilou.

AUTORISATION DE TRANSFERTS

- Par arrêté nº 577 du 20 février 1968, est autorisé le transfert au nom de M. Foucon (Jean Louis) du PTE nº 451-RC précédemment attribué à M. Foucon (Louis).
- Par arrêté nº 578 du 20 février 1968 est autorisé le transfert au nom de M. Toovi (Constantin) du P.T.E. nº 469/RC, précédemment attribué à M. Toovi (Firmin).

Attributions

PERMIS TEMPORATRE D'EXPLOITATION

— Par arrêté nº 579 du 20 février 1968, sous réserve des droits des tiers, il est attribué à M. Sathoud (Olivier) un permis temporaire d'exploitation nº 503/nc de 2 500 hectares en deux lots valable 7 ans pour compter du 8 novembre 1966.

Ce permis se définit comme suit :

Préfecture de la Nyanga-Louessé, sous-préfecture de Mossendjo :

Lot n° 1: Rectangle de 4 000 m \times 2 500 m, soit 1 000 hectares dont les côtés sont orientés suivant les cardinales géographiques.

Le point d'origine O est une borne située au pont de la rivière Mayomé sur la route Mossendjo Mayoko;

Le point de base X est à 2 kilomètres de O suivant un orientement géographique de 265°;

Le sommet A est à kilomètres au Sud géographique de X; Le sommet B est à 2 kilomètres au Nord géographique de X; Le rectangle se construit à l'Est de AB.

Lot nº 2 : Rectangle ABCD de 5 km \times 3 km, soit 1 500 hectares dont les côtés sont orientés suivant les cardinales geographiques ;

Le point d'origine O se confond avec le sommet C du permis 495/RC attribué à M. Safou (Hubert) par arrêté nº 3570 du 3 septembre 1966 (J.O.R.C. du 15 septembre 1966, page 542)

Le point de base X est à 4 kilomètres à l'Est géographique de O ;

Le sommet A est à 2,5 kilomètres au Nord géographique de X;

Le sommet B est à 2,5 kilomètres au Sud géographique de X.

Le rectangle se construit à l'Est de AB.

AUTORISATION DE GROUPEMET D'ESSENCES

— Par arrêté nº 580 du 20 février 1968, est autorisé le regroupement des permis toutes essences nº 397/nc et 459/nc attribués à la Société Forestière du Niari (S.F.N.) et l'abandon au 29 juin 1968 par cette société, d'une superficie de 10 000 hectares en trois parcelles de 3 600 hectares, 3 480 hectares et 2 920 hectares correspondant aux lots nº 1, 2 et 3 (proparte) du 459/nc.

A la suite de cet abandon le nouveau permis regroupé qui conservera le no $459\,\mathrm{/nc}$ se définit ainsi :

Lot nº 1 : 5 800 hectares :

Lot nº 2: 1 699 hectares;

Lot no 3 : 2 500 hectares.

Ces trois lots correspondent au 97-1-2 et 3 tels que définis par l'arrêté n° 1387 du 29 juin 1953 (J.O. 1 août 1953, page 1181).

Lot nº 4:8 000 hectares ex-lot nº 397-6 tel que défini par l'arrêté nº 4128 du 28 août 1964.

Lot n^0 5 : 2 001 hectares ex, lot n^0 397-5 tel que défini par l'arrêté n^0 3456 du 2 août 1965 (J.O.R.C. du 15 août 1965, page 529).

Lot nº 6: 2 027 hectares, partie Est du lot nº 3 du permis nº 459/nc qui se définit ainsi Polygone rectangle de huit côtés orientéss suivant les cardinales géographiques.

Le point d'origine O est le confluent des rivières Lcuali et Biwoso.

Le sommet A est à 1,400 km au Nord géographique de O;

Le sommet B est à 400 mètres à l'Est de A;

Le sommet C est à 1,200 km au Sud de B;

Le sommet D est à 2,200 km à l'Est de C;

Le sommet E est à 4,100 km au Sud de D;

Le sommet F est à 2,800 km à l'Ouest de E;

Le sommet G est à 1,400 km au Nord de F;

Le sommet G est à 1,400 km au Nord de F;

Le sommet H est à 2,100 km à l'Ouest de G; Le sommet I est à 3,900 km au Nord de H.

Lot nº 7:8 700 hectares-ex, lot nº 459-4 tel que défini par l'arrêté nº 5288 du 29 octobre 1964 (J.O.R.C. du 15 novembre 1964, page nº 959).

Lot nº 8: 4 250 hectares-ex, lot nº 459-5 tel que défini par l'arrêté nº 5288 du 29 octobre 1964 (J.O.R.C. du 15 novembre 1964, page nº 959).

Les surfaces ainsi définies qui déborderaient les limites des zones forestières fermées à l'exploitation fixées par le décret nº 63-220 du 8 juin 1963 sont et demeurent dans le domaine forestier de l'Etat. La Société Forestière du Niari ne saurait en aucun cas y faire valoir les droits accordés par le présent arrêté.

La Société Forestière du Niari (S.F.N.) devra faire retour au domaine des superficies suivantes aux dates ciaprès :

10 000 hectares, le 1er juin 1971;

25 000 hectares, le 1er novembre 1974.

DOMAINES ET PROPRIETE FONCIERE

- Acte portant cession de gré à gré terrains à Pointe-Noire au profit de :
- M. Ondziel-Bangui (Henri), de la parcelle 136, section E, 1225 mètres carrés, approuvée le 12 mars 1968 sous nº 27 ;
- M. Okoko (Thomas), de la parcelle nº 167, section E, 918 mètres carrés, approuvée le 12 mars 1968 sous nº 28;
- M. Sita (Félix-Sosthène), de la parcelle nº 129, section E, 1050 mètres carrés, approuvée le 12 mars 1968 sous nº 29.

— L'admiistrateur-maire de Pointe-Noire, porte à la connaissance du public que par lettre du 3 janvier 1968 M. Bemba (François), administrateur des services administratifs et financiers à Brazzaville, a demandé l'acquisition en cession de gré à gré d'un terrain de 1225 mètres carrés cadastré section E, parcelle nº 133, sis au quartier de la Côte Sauvage à Pointe-Noire.

Les oppositions et réclamations contre cette demande seront reçues à la mairie de Pointe-Noire dans un délai d'un mois à compter de ce jour.

- Par arrêté nº 788/мгвм-м du 4 mars 1968 la Cimei terie Domaniale de Loutété est autorisée à exploiter pour les besoins de la cimenterie :
- Une carrière de calcaire sur sa concession située sur rive droite du Niari.
- Une carrière d'argile située à proximité de la cimenterie.
- La Cimenterie Domaniale de Loutété est exonérée du versement de la redevance sur les matériaux de carrière.
- Par arrêté nº 789/мгвм-м du 4 mars 1968 la Cimenterie Domaniale de Loutété est autorisée à exploiter deux dépôts d'explosifs l'un de 1er catégorie, l'autre de 2e catégorie, appartenant au type superficiel et situés près de la carrière de la cimenterie.
- Par arrêté nº 790/мгвм-м du 4 mars 1968 la Société AGIP, domiciliée B.P. 2076 à Brazzaville est autorisée à installer sur la concession de la Cimenterie Domaniale de Loutété un dépôt de 1er classe d'hydrocarbures qui compprend :
- Une citerne aérienne de 1 000 mètres cubes destinée au stockage du fuel ;
- Une citerne aérienne de 500 metres cubes destinée au stockage du gas-oil.

AVIS ET COMMUNICATIONS EMANANT DES SERVICES PUBLICS

BANQUE CENTRALE DES ETATS de l'Afrique Equatoriale et du Cameroun

BILAN AU 30 JUIN 1967 (en francs C.F.A.)

ACTIF

Dîsponibilités extérieures	11.986.053.257
Billets de la zone franc 89.736.020	
Correspondants e n France 3.696.612 Trésor Français 11.892.620.625	of and
Fonds monétaire international	1.458.473.073
Avances en comptes-courants aux trésors nationaux	1.386.000.000 22.822.608.398
zone d'émission 17.945.247.345 Effets tirés sur l'ex- térieur 2.208.425.196 Traites douanières 2.668.935.857	e e
Effets pris en pension	58.000.000 216.000.000
Effets de mobilisation de crédits à moyen terme (1) Comptes d'ordre et divers Titres de participation Immeubles, matériel, mobilier Total	2.354.965.299 441.778.100 288.000.000 843.125.991 41.855.004.118

PASSIF

· ·	
Engagement à vue :	
Billets et monnaies en circulation (1).	31.371.822.223
Comptes-courants créditeurs	2.603.350.042
Banques et institu-	
tions étrangères . 75.108.042	
Banques et institu-	
tions financières de	
la zone d'émission. 986.574.270	
Trésors nationaux 1.536.959.748	197
Autres comptes-cou-	
rants et de dépôts	
ocaux 4.707.982	
Dépôts spéciaux	4.050.247.189
Transferts à régler	2.135.429.922
Comptes d'ordre et divers	556,881,409
Résenves	887.273.333
Dotation	250.000.000
Total	41.855.004.118
(1) Autorisations de réescompte à moyen terme	4.952.322.959
dont CFA: 500.000.000 hors pla- fond	
100 V	

Certifié conforme aux écritures : Le Directeur général, C. PANOUILLOT.

Les Censeurs,

Louis Boulou Diouedi, Jean-François Gillet, Jacques-Paul Moreau, Hubert Pruvost.

BANQUE CENTRALE DES ETATS de l'Afrique Equatoriale et du Cameroun

SITUATION AU 31 JUILLET 1967 (après apurement des transferts à régler) (1) (en Francs C F A)

ACTIF

Disponibilités extérieures	9.712.839.795
Billets de la zone	
franc 82.415.000	
Correspondants e n	70 2 00
France 10.238.581	
France	
Fonds monétaire international	1.458.473.073
Avances en comptes-courants aux trésors nationaux	984.000.000
Tiffete 2 count terms assembles	22.227.807.343
Effets à court terme escomptés	22.221.001.010
Effets créés sur la	*
zone d'émission 17.800.821.351	
Effets tirés sur l'ex-	
térieur 1.340.680.711	
Traites douanières 3.086.305.281	
Effets pris en pension	48.000.000
Effets de commerce . 48.000.000	
Avances à court terme	109.000.000
Sur effets publics 109.000.000	
Effets de mobilisation de crédits à	
moyen terme (1)	2.670.149.251
Comptes d'ordre et divers	385.403.011
Titres de participation	288.000.000
Immeubles, matériel, mobilier	843.125.991
	38.726.798.464
Total	50.120.100. TOX

	5 8	
PASSI	F	
Engagement à vue :		
Billers et monnaies en circul Comptes-courants créditeurs Banques et institu-		30.324.060.888 3.387.314.598
	6.219.042	
tions financières de		
	2.928.231	
Autres comptes-cou-	3.177.714	, etc.
rants et de dépôts locaux	4.989.611	
Dépôts spéciaux		3.199.247.189
Comptes d'ordre et divers		678.902.456
Réserves		887.273.333
Dotation	· · · · · · ·	250.000.000
		38.726.798.464
 Cette nouvelle présentati adoptée pour faire paraî plus de précision l'évolu avoirs extérieurs de la Centrale. 	tre avec tion des Banque	ē.
(2) Autorisation d'escompte		
terme	 nd.	
. T	Le Directeur C. Panoui	. Général,
Les Cens		
Louis Boulou Dioueni, Jean-Fr Jacques-Paul Maureau, Hub	ert Pruvos:	r.
BANQUE CENTRAL	E DES	ETATS

BANQUE CENTRALE DES ETATS de l'Afrique Equatoriale et du Cameroun

SITUATION AU 31 AOUT 1967 (après apurement des transferts à régler) (en francs CFA)

ACTIF

Disponibilités extérieures	8.781.211.971
franc 79.844.500	
Correspondants e n France 9.931.255	
Trésor Français 8.691.436.216	
Fonds monétaire international	1.458.473.073
Avances en comptes-courants aux trésors nationaux	1.385.000.000
Effets à court terme escomptés	22.153.465.886
Effets créés sur la zone d'émission 18.037.742.956	
Effets tirés sur l'ex-	
térieur	
Effets pris en pension	187.000.000
Avances à court terme Sur effets publics 82.000.000	82.000.000
Effets de mobilisation de crédits à	
moyen terme (1)	2.602.168.662
Comptes d'ordre et divers	443.416.485
Titres de participation	288.000.000
Immeubles, matériel, mobilier	843.125.991
Total	38.223.862.068

PASSIF

	Engagements à vue :	* ₂
	Billets et monnaies en circulation	
	Comptes-courants créditeurs	3.959.283.648
	Banques et institu- tions étrangères 46.406.333	¥ 8
	Banques et institu- tions financières de	
	la zone d'émission. 866.687.619	
1	Trésors nationaux 3.039.870.457	
	Autres comptes-cou- rants et de dépôts	£
	locaux 6.319.239	
	Dépôts spéciaux	2.810.247.189
	Comptes d'ordre et divers	615.069.024
	Réserves	887.273.333
	Dotation	250.000.000
	Total	38.223.862.068
	(1) Autorisations d'escompte à moyen terme	4.992.734.685
	dont CFA: 500.000.000 hors pla- fond	

Certifié conforme aux écritures :

Le Directeur Général

C. PANOUILLOT

Les Censeurs, Louis BOULOU DIOUEDI - Jean-François GILLET Jacques Paul MOREAU - Hubert PRUVOST

BANQUE CENTRALE DES ETATS de l'Afrique Equatoriale et du Cameroun

SITUATION AU 30 SEPTEMBRE 1967 (après apurement des transferts à régler) (en francs CFA)

ACTIF

	SC 1982
Disponibilités extérieures Billets de la zone	7.884.043.140
franc	
Correspondants en France 10.191.013	
Traites douanières 7.834.631.002	
Fonds monétaire international	1.458.473.073
Avances en comptes-courants aux	
trésors nationaux	884.000.000
Effets à court terme escomptés	22.155.791.422
Effets créés sur la	
zone d'émission 17.475.012.919	
Effets tirés sur l'ex-	
térieur 1.569.761.294	
Traites douanières . 3.111.017.209	
Effets pris en pension	108.000.000
Effets de commerce 108.000.000	1000 00000 0000000
Avances à court terme	73.000.000
Sur effets publics 73.000.000	
Effets de mobilisation de crédits à	
moyen terme (1)	2.704.268.172
Comptes d'ordre et divers	241.887.743
Titres de participation	288.000.000
Immeubles matériel, mobilier	843.125.991
	-36.640.589.541
Total	00.010.000.012

-	~~	_
$\mathbf{D} \mathbf{\Lambda}$	55	
	σ	ıн

	90
Engagement à vue : Billets et monnaies en circulation Comptes-courants créditeurs	28.909.894.639 3.466.244.700
Banques et institu-	
tions étrangères 44.126.068	
Banques et institu-	
tions financières de 761.714.870	
la zone d'émission 2.607.112.334	
Trésors nationaux	
Autres comptes-cou-	
rants et de dépôts	
locaux 53.291.428	
Dépôts spéciaux	2.695.247.189
Comptes d'ordre et divers	431.929.680
Réserves	887.273.333
Dotation	250.000.000
Total	36.640.589.541
*	

Certifié conforme aux écritures :

Le Directeur général,

C. PANOUILLOT.

Les Censeurs,

Louis Boulou Diouedi, Jean-François Gillet, Jacques-Paul Moreau, Hubert Pruvost.

BANQUE CENTRALE DES ETATS de l'Afrique Equatoriale et du Cameroun

SITUATION AU 31 OCTOBRE 1967 (après apurement des transfers à régler) (en francs CFA)

ACTIF

Disponibilités extérieur	es	8.255.482.686
Billets de la zone franc	53.172.625	
Correspondants en	36.853.983	%
France Trésor Français		*
Fonds monétaire interne Avances en comptes-o	ational	1.458.473.073
trésors nationaux		571.000.000
Effets à court terme esc		21.520.614.688
Effets créés sur la zone d'émission		
Effets tirés sur l'ex-	10.130.110.011	
térieur	1.753.764.483	₽.
Traites douanières	3.268.709.861	€
Effets pris en pension. Effets de commerce.	133.000.000	133.000.000
Avances à court terme		77.000.000
Sur effets publics	77.000.000	*
Effets de mobilisation	de crédits à	
moyen terme (1)		2.498.540.655
Comptes d'ordre et dive	ers	577.341.333
Titres de participation .		288.000.000
Immeubles, matériel, m	obilier	843.125.991
The state of the s	<i>,,,</i> ,,,,,,,,,,,	36.222.578.426

D	٨	SSTE
-	м	JUL H

N=1	
Engagement à vue :	
Billets en circulation	28.824.790.497
Comptes-courants créditeurs	4.072.050.325
Banques et institu-	
tions étrangères 44.845.512	
Banques et institu-	
tions financières de	
la zone d'émission. 849.406.647	
Trésors nationaux . 3.171.633.821	
Autres comptes-cou-	•
rants et de dépôts	1
locaux 6.164.345	2
Dépôts spéciaux	1.648.404.027
Comptes d'ordre et divers	540.060.244
Réserves	887.273.333
Dotation	250.000.000
Total	36.222.578.426
(1) Autorisations d'escompte à moyen	-
terme	4.992.329.099
reture	4.004.040.000

Certifié conforme aux écritures : Le Directeur général, C. PANOUILLOT.

Les Censeurs,

Louis Boulou Diouedi, Jean-François Gillet, Jacques-Paul Moreau, Hubert Pruvost.

dont CFA: 500.000.000 hors pla-

fond

BANQUE CENTRALE DES ETATS de l'Afrique Equatoriale et du Cameroun

SITUATION AU 30 NOVEMBRE 1967 (après apurement des transferts à régler) (en francs CFA)

ACTIF.

Disponibilités extérieures Billets de la zone franc	9.473.678.477
Correspondants en France 10.308.065 Trésor Français 9.388.586.537	
Fonds monétaire international Avances en comptes-courants aux	1.458.473.073
trésors nationaux	500.000.000
Effets à court terme escomptés	21.412.991.421
Effets créés sur la zone d'émission 16.691.889.564 Effets tirés sur l'extérieur	
Effets pris en pension Effets de commerce . 55.00.000	55.000.000
Avances à court terme Sur effets publics — Effets de mobilisation de crédits à	1
moyen terme (1)	2.909.030.436
Comptes d'ordre et divers	403.613.891
Titres de participation	288.000.000
Immeubles, matériel, mobilier	843.125.991
Total	37.343.913.289

PASSIF

Engagement à vue :	
Billets en circulation	29.751.044.909
Comptes-courants créditeurs	4.091.924.339
Banques et institu-	
tions étrangères 61.416.978	
Banques et institu-	
tions financières de	28
la zone d'émission. 1.012.003.378	
Trésors nationaux 3.012.676.878	
Autres comptes-cou-	
rants et de dépôts	
locaux 5.827.105	
Dépôts spéciaux	1.676.404.027
Comptes d'ordre et divers	687.266.681
Réserves	887.273.333
Dotation	250.000.000
Total	37.343.913.289
10tal	01.0 1 0.910.200
(1) Autorisations d'escompte à moyen	2
terme	4.993.607,756
	4.000.001.100
dont CFA: 500.000.000 hors pla-	*
fond	

Certifié conforme aux écritures :

Le Directeur général,
C. PANOUILLOT.

Les Censeurs.

Louis Boulou Diouedi, Jean-François Gillet, Jacques-Paul Moreau, Hubert Pruvost.

ANNONCES

L'administrateur du journal décline toute responsabilité quant à la teneur des Avis et Annonces

Compagnie Maritime des Chargeurs Réunies

Société anonyme au capital de 126.934.400 francs Siège social : 3, boulevard Malesherbes PARIS 8e R. C. Seine B 7620

Par décision des assemblées générales extraordinaires des 1° et 20 décembre 1967, le capital social de 120.752.000 francs a été porté à 126.934.400 francs par la création de 123.648 actions nouvelles de 50 frs nominal chacune entièrement libérées, émises en rémunération de l'apport-fusion de la « Société Commerciale et industrielle du Maroc », société anonyme dont le siège social est à Marseille 94, boulevard des Dames.

En conséquence, le capital social actuel s'élève a 126.934.400 francs, divisé en 2.538.688 actions de 50 francs nominal chacune entièrement libérées.

Les procès-verbaux des assemblées générales extraordiniares des 1^{er} et 20 décembre 1967 ont été déposés au greffe du tribunal de commerce de la Seine, le 9 janvier 1968 sous le n° 377.

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION.

IMPRIMERIE NATIONALL BRAZZAVILLE 1968